



COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO  
CANADIAN COMMISSION FOR UNESCO

[www.unesco.ca](http://www.unesco.ca)

## Rapport annuel du secrétaire général

**2012 – 2013**

Engagée pour  
bâtir un monde  
viable...  
depuis 1957





COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO  
CANADIAN COMMISSION FOR UNESCO

[www.unesco.ca](http://www.unesco.ca)

2012 – 2013

Rapport annuel  
du secrétaire général



Conseil des arts  
du Canada

Canada Council  
for the Arts

La Commission canadienne pour l'UNESCO mène ses activités  
sous l'autorité général du Conseil des arts du Canada

# Table des matières

LISTE DES ABRÉVIATIONS	1
MESSAGE DU PRÉSIDENT	3
RÉFLEXIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, 1999-2013	4
MESSAGE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE	6
INTRODUCTION	7
ACTIVITÉS CONSULTATIVES :	
SOUTENIR LA CONTRIBUTION DU CANADA À L'UNESCO	8
Gouvernance	8
Participation canadienne aux rencontres internationales	10
Rencontres internationales tenues au Canada	13
Consultation des Canadiens et Canadiennes	16
PROMOTION DES OBJECTIFS ET DES VALEURS DE L'UNESCO AU CANADA	17
Partenariats, conférences et événements	17
RÉSEAUX ET PROGRAMMES DE L'UNESCO AU CANADA	23
Chaires UNESCO	23
UNEVOC	23
Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB)	23
Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination	25
Sites du patrimoine mondial	26
Réseau canadien des écoles associées de l'UNESCO	29
Groupe consultatif jeunesse (GCJ)	31
PRIX ET RÉCOMPENSES	33
JOURNÉES, SEMAINES, ANNÉES INTERNATIONALES/MONDIALES	35
AFFAIRES PUBLIQUES/COMMUNICATIONS	38
CAP SUR L'AVENIR – L'ANNÉE À VENIR	41
ANNEXES	42
I. Comité exécutif	42
II. Secrétariat	44
III. Membres honoraires	44
IV. Chaires UNESCO au Canada	45
V. Réserves de biosphère de l'UNESCO au Canada	45
VI. Sites du patrimoine mondial de l'UNESCO au Canada	46
VII. Liste des municipalités signataires ayant adhéré à la Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination	46



Page couverture et  
graphisme : Linda Philp /  
Conseil des arts du Canada  
© 2013 Commission cana-  
dienne pour l'UNESCO  
Imprimé au Canada  
ISBN: 978-0-9879485-0-2

# Liste des abrégiactions

## **36 C/5**

Programme et budget de l'UNESCO pour 2012-2013

## **37 C/4**

Stratégie à moyen terme de l'UNESCO 2014-2021

## **37 C/5**

Programme et budget de l'UNESCO pour 2014-2017

## **ACCC**

Association des collègues communaux du Canada

## **ACCCDP**

Association canadienne des commissions et conseil des droits de la personne

## **ACDE**

Association Canadienne des doyens et doyennes d'éducation

## **ACNU**

Association canadienne pour les Nations Unies

## **ACRB**

Association canadienne des réserves de la biosphère

## **ACRDA**

Association canadienne pour la reconnaissance des acquis

## **ACS**

Association des communicateurs scientifiques du Québec

## **AGA**

Assemblée générale annuelle

## **AQEC**

Association québécoise en éthique clinique

## **CCLPM**

Le Comité canadien pour la liberté de la presse mondiale

## **CCMCRD**

Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination

## **CCU**

Commission canadienne pour l'UNESCO

## **ECCAR**

Coalition européenne des villes contre le racisme

## **CIB**

Comité international de bioéthique

## **CIC**

Conseil international de coordination

## **CIGB**

Comité intergouvernemental sur la bioéthique

## **CIVCR**

Coalition internationale des villes contre le racisme

## **CMEC**

Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)

## **CNUED**

Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (le Sommet de la Terre)

## **COI**

Commission océanographique intergouvernementale

## **COMEST**

Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies

## **COMNAT**

Commissions nationales pour l'UNESCO

## **CONFITEA**

Conférence internationale sur l'éducation des adultes

## **CRIEC**

Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté

## **CRSH**

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

## **EDD**

Éducation pour le développement durable

## **EEI**

évaluation externe indépendante

## **EFTP**

enseignement et formation techniques et professionnels

## **ÉPT**

Éducation pour tous

## **ESPC**

Expo-sciences pancanadienne

## **EuroMAB**

Comités nationaux européens du réseau des réserves de biosphère, et de l'homme et la biosphère

## **FCRR – Fondation**

canadienne des relations raciales

## **FGI**

Forum sur la gouvernance de l'Internet

## **HFNL-ICH**

Heritage Foundation of

Newfoundland and Labrador – Bureau du patrimoine culturel immatériel

## **GCJ**

Groupe consultatif jeunesse

## **IOS**

Service d'évaluation et d'audit

## **ISU**

Institut de statistiques de l'UNESCO

## **JCOMM**

Commission conjointe sur l'océanographie et la météorologie marine – Commission océanographique intergouvernementale (COI)

## **MAB**

Programme sur l'homme et la biosphère

## **MILSET**

Mouvement international pour le loisir scientifique et technique

## **MOST**

Gestion des transformations sociales

## **ONU**

Organisation des Nations Unies

## **OMD**

Objectifs du Millénaire pour le développement

## **ONG**

Organisme non gouvernemental

## **PIPT**

Programme Information pour tous

## **PMD**

Pays les moins développés

## **MDM**

programme Mémoire du monde

## **PNUD**

Programme des Nations Unies pour le développement

## **réSEAU**

Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO

## **Rio+20**

Conférence des Nations Unies sur le développement durable 2012

## **SDG**

Sous-directeur général

## **SIAA**

semaine internationale des apprenants adultes

## **UNCLOS**

Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

## **UNESCO**

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

## **UNEVOC**

Centre international pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels

## **UNHCR**

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

## **UNICEF**

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

## **UNITWIN**

Jumelage et mise en réseau des universités (University Twinning and Networking)

## **UQÀM**

Université du Québec à Montréal



# Message du président

Le *Rapport annuel du secrétaire général* est non seulement une occasion de faire le point sur l'éventail des activités entreprises par la Commission canadienne pour l'UNESCO au cours de la dernière année, mais également de mettre de l'avant le point de vue du Comité exécutif et celui du président de la Commission.

Dans le discours courant, le terme « leader » est souvent utilisé à la légère et parfois sans grand mérite. Ce n'est cependant pas le cas à la Commission, surtout lorsque nous parlons de M. David A. Walden, qui a assumé la direction de la Commission à titre de secrétaire général au cours des 13 dernières années. Il a contribué avec créativité et pragmatisme au travail de la Commission, tout en s'appuyant sur le travail du personnel, qu'il a su reconnaître à sa juste valeur, et de ses nombreux partisans. Par conséquent, j'aimerais lui manifester, au nom du Comité exécutif de la Commission, notre profonde appréciation tant méritée.

Comme tout leader efficace, M. Walden n'a pas seulement joué un rôle déterminant dans l'établissement des orientations actuelles et à moyen terme de la Commission, mais aussi à plus long terme. J'attire votre attention sur le document *Réflexions sur les orientations futures de la Commission canadienne pour l'UNESCO, 2012-2017*, qui est cité dans la section Gouvernance du rapport annuel et que vous pouvez consulter sur le site Web de la Commission à l'adresse [www.unesco.ca](http://www.unesco.ca). Ce document servira de guide stratégique à la Commission pour les prochaines années.

Ainsi, nous souhaitons bonne chance à M. Walden dans ses nouvelles entreprises et souhaitons la bienvenue à notre nouvelle secrétaire générale, Mme Myriam Montrat. Mme Montrat a commencé ses fonctions au mois de février de cette année et se joint à la Commission à une époque où l'UNESCO est une fois de plus



confrontée à d'importants défis. L'un de ces défis, et non des moindres, consiste à respecter les principes fondateurs de l'UNESCO, en particulier « que, la dignité de l'homme exigeant la diffusion de la culture et l'éducation de tous en vue de la justice, de la liberté et de la paix, il y a là, pour toutes les nations, des devoirs sacrés à remplir dans un esprit de mutuelle assistance », tel qu'énoncé dans l'Acte constitutif de l'UNESCO. Ces défis comprennent également de nombreux défis organisationnels et financiers. Mme Montrat possède l'expérience et la motivation nécessaires pour diriger la Commission afin de l'aider à relever ces défis, et nous comptons sur son leadership.

En conclusion, j'aimerais également exprimer mon appréciation aux membres de la Commission et aux Comité exécutif, ainsi qu'à ses innombrables sympathisants et amis. Sans ces personnes, la Commission canadienne pour l'UNESCO ne serait pas en mesure de remplir sa mission auprès des citoyens du Canada et du reste du monde.

Axel Meisen,  
C.M., Ph.D., P.Eng., EurIng, FCAE  
Président, Commission canadienne  
pour l'UNESCO

# Réflexions du secrétaire général de 1999 à 2013

Je suis heureux de vous présenter le Rapport annuel 2012-2013. Il s'agit du 14<sup>e</sup> rapport rédigé au cours de mon mandat de secrétaire général, et ce sera également le dernier. Après presque 35 ans de service public, dont plus de 13 ans à titre de secrétaire général, j'ai décidé de prendre ma retraite.

Les rapports annuels constituent, par leur nature même, des documents de réflexion qui décrivent les difficultés et réussites de l'année précédente, et le présent rapport ne fait pas exception à la règle. J'aimerais toutefois saisir l'occasion pour livrer quelques réflexions sur la Commission et son évolution pendant la période où j'ai eu le privilège d'occuper le poste de secrétaire général.

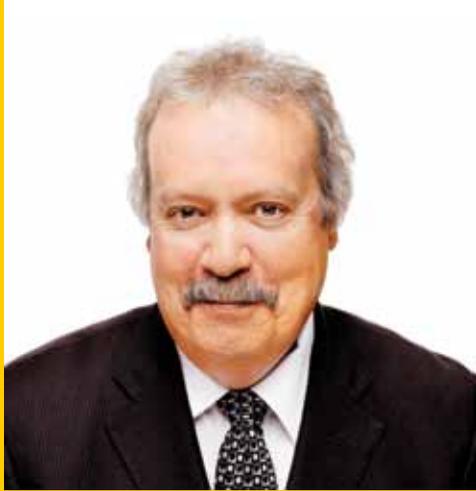
Je suis entré au service de la Commission en octobre 1999, environ trois semaines avant la 31<sup>e</sup> Conférence générale de l'UNESCO. J'avais auparavant représenté le Canada à un Comité intergouvernemental de l'UNESCO, duquel je suis par la suite devenu président. Rien, toutefois, ne prépare un secrétaire général novice à une conférence générale qui rassemble 3 000 personnes pendant 3 semaines de réunions, 6 jours par semaine, pour adopter le Programme et le budget de l'UNESCO. Programme et Budget qui non seulement orientent le travail de l'UNESCO, mais guident aussi les commissions nationales. Même si je me sentais angoissé à l'époque, il s'agissait d'une excellente façon de commencer, de rencontrer des collègues d'autres commissions nationales, du Secrétariat de l'UNESCO et, bien sûr, les membres de la Délégation permanente du Canada à Paris.

En 1999, la Commission ne s'était pas encore remise des suites de l'examen des programmes du gouvernement fédéral effectué au milieu des années 1990. Elle avait alors subi une compression budgétaire et une réduction de personnel de plus de 50 pour cent. Face à cette situation et face aux difficultés et possibilités que cela présentait pour se reconstruire et se réorienter, la Commission avait adopté un plan stratégique, intitulé *Renouveler l'esprit*,

lors de l'Assemblée générale annuelle tenue quelque six mois avant mon arrivée en poste. Elle accordait la priorité à la mise en œuvre du plan, et sa concrétisation a jeté les fondements de la réorientation du travail de la Commission. Pour ce faire, j'ai bénéficié du soutien inconditionnel du Comité exécutif de la Commission et de celui tout aussi important de feu Shirley Thomson, alors directrice du Conseil des arts du Canada et ancienne secrétaire générale, qui a généreusement doté la Commission de ressources humaines et financières additionnelles afin qu'elle se reconstruise.

J'ai toujours manifesté un grand intérêt envers la gouvernance. Les ambassadeurs du Canada (j'ai eu le privilège de travailler avec six ambassadeurs canadiens) et les membres de la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO ont généreusement soutenu et encouragé ma participation active aux consultations, aux réunions et aux groupes de travail dont l'objectif consistait à améliorer la gouvernance au sein de l'UNESCO. Qu'il s'agisse de discuter des relations entre les trois organes de l'UNESCO (la Conférence générale, le Conseil exécutif et le Secrétariat), de participer à l'élaboration de directives concernant l'utilisation du logo de l'UNESCO, de présider un groupe de travail afin de trouver des façons d'améliorer les réunions des commissions nationales ou, plus récemment, de rédiger des propositions au Groupe de travail tripartite (le Secrétariat, les délégations permanentes et les commissions nationales) et de participer à ses réunions, la Commission canadienne pour l'UNESCO a eu voix au chapitre et la possibilité de partager son expérience avec le monde. Ce n'est pas le cas de la plupart des commissions nationales. Cette relation doit être entretenue et ne doit jamais être tenue pour acquise.

Nous avons aussi fait des efforts délibérés pour diversifier les membres de la Commission et représenter les différents secteurs de programme au sein de sa direction et de son admin-



istration. Depuis 1999, les présidents proviennent respectivement des secteurs de l'éducation, de la culture, des sciences sociales et des sciences naturelles, alors que les vice-présidents ont une expertise dans les secteurs des sciences sociales, de la communication et de l'information, ainsi que de la culture. Cette diversité a été renforcée par l'expertise des présidents et vice-présidents des commissions sectorielles en éducation, en sciences naturelles, sciences sociales et humaines et en culture, communication et information. Certains d'entre eux ont par la suite accédé aux postes de président ou de vice-président de la Commission.

À la suite d'une curieuse série de coïncidences, mon mandat à titre de secrétaire général a été marqué par la lettre « M ». Les présidents et les vice-présidents avec lesquels j'ai travaillé étaient respectivement Michel Agnaieff et Marshall W. Conley, auxquels ont succédé Max Wyman et Michèle Stanton-Jean, suivis de Michèle Stanton-Jean et Martha Stone et finalement Axel Meisen et Christina M. Cameron. Je dois à chacun d'eux une reconnaissance éternelle pour leur soutien, leurs conseils et, par moments, leur patience.

Au cours des derniers mois, on m'a demandé à maintes reprises quelles étaient, selon moi, les plus grandes réalisations de la Commission dans le cadre de mon mandat de secrétaire général. Il m'est difficile de répondre à cette question puisque la Commission n'a cessé d'évoluer et que nous étions trop souvent occupés à « accomplir le travail » pour prendre le temps de penser à ce que nous laissons en héritage. Il ne fait aucun doute, toutefois, que la reconnaissance de la Commission comme chef de file mondial de l'engagement des jeunes, le lance-

ment du Réseau des écoles associées au Canada, le développement des réseaux de chaires et de réserves de la biosphère de l'UNESCO, la création et le succès de la Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination et le rôle que la Commission a joué pour inscrire au « Registre international Mémoire du monde » les premiers fonds d'archives canadiens ne représentent que quelques-uns des nombreux faits marquants.

La camaraderie des secrétaires généraux des autres commissions nationales et la possibilité de travailler avec eux en Europe et dans d'autres régions du monde doivent également être inscrites dans la liste des faits saillants. Chaque fois que nous nous voyions, peu importe le temps écoulé depuis notre dernière rencontre, nous nous retrouvions toujours comme des amis et des collègues qui partagent des valeurs et des intérêts communs et la même détermination.

Je m'en voudrais de ne pas exprimer ma reconnaissance aux membres de la formidable équipe du Secrétariat de la Commission qui m'ont soutenu, inspiré et mis au défi – dans le bon sens du terme! – d'être novateur et créatif dans notre façon d'accomplir notre mandat. Les succès que nous avons connus au cours des 13 dernières années résultent de notre vision commune, mais également de leur engagement, de leur travail assidu et de leur empressement à concrétiser des idées parfois abstraites.

À titre de secrétaire général, j'ai eu la chance et le privilège de côtoyer, mais surtout d'apprendre des représentants de différents ordres de gouvernement, d'organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux, des membres de la société civile et des universitaires, autant au Canada qu'à l'étranger. J'aimerais tous vous remercier pour votre soutien et votre participation à la création d'un monde meilleur à travers le travail de la Commission et de l'UNESCO.

Janvier 2013

David A. Walden  
Secrétaire général

# Message de la secrétaire générale

C'est avec un grand plaisir et beaucoup de fierté que j'entame mon mandat de secrétaire générale à la Commission canadienne pour l'UNESCO. Je ne peux penser à un mandat plus intéressant et motivant que de promouvoir la paix dans le monde par le rapprochement des peuples à travers le dialogue, l'éducation, la culture, les sciences, la communication et l'information. C'est donc avec une grande humilité et beaucoup d'enthousiasme que je m'engage à relever ces nouveaux défis et à faire avancer les activités de l'UNESCO auprès des Canadiens et des Canadiennes tout en relayant le savoir, les préoccupations et les valeurs de la population canadienne sur la scène internationale.

Dans cette optique, la Commission continuera de travailler avec les gouvernements et la société civile afin de promouvoir l'inclusion, la dissémination des savoirs, le dialogue intergénérationnel, la protection du patrimoine culturel et naturel et l'engagement des jeunes sur les dossiers relevant des champs de compétences de l'UNESCO. En outre, la liberté d'expression demeure une question clé et suscite des débats stimulants pour toutes

les sociétés, incluant le Canada. Cette question est d'autant plus d'actualité alors que le Web 2.0 transforme profondément notre façon de communiquer, offrant de nouvelles opportunités ainsi que de nouveaux enjeux à considérer.

À l'instar de l'UNESCO, la Commission canadienne profite de cette période de transformation pour se questionner et se positionner de façon stratégique vers le futur afin de mieux servir les Canadiens et les Canadiennes. Je suis très heureuse d'arriver en cette période charnière et de pouvoir contribuer au façonnement des orientations futures de la Commission.

*La secrétaire générale,*



Myriam Montrat



# Introduction

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'une des dix-neuf agences spécialisées du système des Nations Unies a vu le jour à Londres (Angleterre) le 16 novembre 1945. Le Canada en était l'un des 20 membres fondateurs.

L'UNESCO a son siège à Paris (France). L'agence, constituée de 195 États membres, dispose de bureaux régionaux et de bureaux de liaison dans de nombreux pays. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) y représente le gouvernement du Canada par l'entremise de sa délégation permanente.

Des représentants de tous les États membres composent la Conférence générale, organe décisionnel de l'UNESCO, qui se réunit tous les deux ans pour élaborer les politiques de l'Organisation et adopter son programme et son budget. Entre les sessions de la Conférence générale, l'UNESCO est administrée par le Conseil exécutif composé de 58 États membres élus.

La coopération des États membres est essentielle à la réalisation des idéaux et des objectifs de l'UNESCO. Aussi les membres fondateurs les ont-ils invités

à établir des commissions nationales par une disposition de l'Acte constitutif (article VII) : « Chaque État membre prendra les dispositions appropriées à sa situation particulière pour associer aux travaux de l'Organisation les principaux groupes nationaux

qui s'intéressent aux problèmes d'éducation, de recherche scientifique et de culture, de préférence en constituant une commission nationale où seront représentés le gouvernement et ces différents groupes. »

Le rôle des commissions nationales pour l'UNESCO est d'associer à ses activités les ministères et organismes

gouvernementaux ainsi que les institutions, organismes et particuliers qui travaillent à l'avancement de l'éducation, de la science, de la culture, des communications et de l'information. Ainsi, les commissions nationales peuvent choisir de participer à des activités de l'UNESCO ou de lancer leurs propres initiatives et activités liées aux objectifs généraux de l'agence (Article 1 de la Charte des commissions nationales pour l'UNESCO, 1978). L'UNESCO est le seul organisme des Nations Unies doté de commissions nationales.

Les commissions nationales sont donc mises sur pied par les États membres, et leur statut est défini par une loi ou par une décision émanant du pouvoir exécutif. Le paragraphe 8(2) de la Loi sur le Conseil des arts du Canada stipule que : « Le gouverneur en conseil peut assigner au Conseil les attributions qu'il estime souhaitables à l'égard de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture. » La Commission canadienne pour l'UNESCO a été créée par un décret du Conseil privé (1957-831), le 14 juin 1957, conformément à l'Acte constitutif de l'UNESCO et en vertu de la Loi du Conseil des arts du Canada. Un décret en conseil (Conseil privé 2006-0601) adopté le 23 juin 2006 a approuvé le mandat de la Commission et modifié la composition de son Comité exécutif.

La Commission canadienne pour l'UNESCO œuvre sous l'autorité générale du Conseil des arts du Canada qui lui fournit son Secrétariat.



Le rôle des commissions nationales pour l'UNESCO est d'associer à ses activités les ministères et organismes gouvernementaux ainsi que les institutions, organismes et particuliers qui travaillent à l'avancement de l'éducation, de la science, de la culture, des communications et de l'information.

La coopération des États membres est essentielle à la réalisation des idéaux et des objectifs de l'UNESCO

# Activités consultatives: soutenir la contribution du Canada à l'UNESCO



## GOUVERNANCE

### 52<sup>E</sup> ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

La Commission a tenu sa 52<sup>e</sup> Assemblée générale annuelle (AGA) à Ottawa, du 10 au 12 mai 2012. Les quelque 180 personnes présentes ont participé à un exercice de prospective autour du thème « Réflexions sur les orientations futures de la Commission canadienne pour l'UNESCO 2012-2017 ».

Les discussions, qui visaient à étayer les orientations stratégiques de la Commission afin de mieux s'acquitter de son mandat et pour contribuer à la réalisation du plan stratégique du Conseil des arts, ont porté sur trois thèmes :

- 1) les principales forces ayant une incidence sur la Commission et son environnement, ainsi que leurs conséquences;
- 2) les orientations générales que la Commission devrait envisager pour composer avec ces forces;
- 3) la meilleure façon de faire participer nos partenaires actuels et futurs. En consultation continue avec les membres de la Commission, un document sur les orientations stratégiques proposées a été préparé aux fins de présentation à l'Assemblée générale annuelle de 2013.

L'ambassadeur du Canada et délégué

permanent auprès de l'UNESCO, Jean-Pierre Blackburn, qui assistait à l'assemblée, a pris la parole en séance plénière et a participé activement aux discussions. Son intervention a porté sur la situation politique mondiale et ses répercussions sur le travail de l'UNESCO, ainsi que sur les difficultés financières de l'organisation. Il a en outre parlé des réunions à venir du Comité du patrimoine mondial à Saint-Petersbourg et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, mieux connue sous le nom de « Rio+20 », à Rio de Janeiro (Brésil).

Michèle Stanton-Jean, représentante du gouvernement du Québec à la délégation permanente du Canada au-



Discussion de groupe sur les « Réflexions sur les orientations futures de la Commission canadienne pour l'UNESCO 2012-2017 »

près de l'UNESCO (et ancienne présidente de la Commission canadienne), a également participé à l'assemblée et présenté les priorités du Québec à l'égard de l'organisation.

### 190<sup>E</sup> SESSION DU CONSEIL EXÉCUTIF DE L'UNESCO

La 190<sup>e</sup> session du Conseil exécutif de l'UNESCO s'est déroulée du 8 au 18 octobre 2012. Les discussions ont

principalement porté sur les propositions préliminaires concernant la Stratégie à moyen terme pour 2014-2022 et du projet de Programme et budget pour 2014-2017. En réponse aux demandes répétées pour une réforme de l'organisation, la Directrice générale a proposé des changements importants à sa structure et à sa méthode de travail, mais les membres du Conseil exécutif n'ont pas approuvé toutes ces propositions.

Le « Groupe du consensus » (qui a remplacé le groupe de rédaction des précédentes réunions du Conseil) recommande les orientations suivantes pour la Stratégie à moyen terme : recentrer les efforts de l'UNESCO, rapprocher l'organisation de ses activités sur le terrain, renforcer son rôle au sein du système des Nations Unies, renforcer les partenariats existants et en conclure de nouveaux. Le Conseil exécutif a également approuvé un certain nombre d'études de faisabilité concernant les prix de l'UNESCO. Il a par ailleurs étudié la possibilité de créer un campus mondial de l'UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau (Delft, Pays-Bas) et d'accorder le droit de délivrer des doctorats à l'Institut. Le Conseil a également examiné la pertinence d'un instrument normatif sur la protection et la promotion des musées et des collections, et celle d'un instrument semblable sur la préservation et l'accès au patrimoine documentaire.

Le Conseil a approuvé la stratégie globale de partenariat, et les stratégies distinctes pour s'associer au secteur privé, aux donateurs gouvernementaux bilatéraux, aux entreprises de médias, aux ONG, aux parlementaires, aux écoles associées et aux Clubs UNESCO. Le Conseil exécutif a en outre appuyé la participation accrue des ONG aux travaux de l'UNESCO dans le cadre d'une future stratégie globale de partenariat et a recommandé à la Conférence générale d'adopter une résolution en faveur de la proclamation de 2015 comme Année internationale de la lumière.

Le président, Axel Meisen, et le secrétaire général ont représenté la Commission dans la délégation canadienne à cette session du Conseil exécutif.

## RÉUNIONS DU COMITÉ EXÉCUTIF

Le Comité exécutif est constitué de 17 membres parmi lesquels on compte les présidents des commissions sectorielles et des représentants de ministères et d'organismes fédéraux. Trois membres sont nommés par l'Assemblée générale annuelle (AGA). Le président, la vice-présidente et le secrétaire général forment son Bureau. Le Comité exécutif définit l'orientation stratégique générale de la Commission, approuve les nominations au sein de la Commission et des commissions sectorielles, et fournit des conseils aux gouvernements.

Le Comité exécutif s'est réuni à trois reprises cette année : deux fois lors de l'AGA de mai et une fois en novembre. Lors de sa réunion, juste avant l'AGA, il a approuvé la composition du Comité des adhésions ainsi que ses recommandations d'accueillir un nouveau membre institutionnel, un nouveau membre à titre individuel et trois organismes désignés par l'UNESCO (une réserve de biosphère et deux nouvelles chaires UNESCO au Canada). Il a également reçu le rapport du Comité des candidatures qui a ensuite été présenté à l'AGA et approuvé par les membres de la Commission. Le Comité exécutif a également approuvé la nomination des nouveaux présidents de la Commission sectorielle, Sciences naturelles et sociales et de la Commission sectorielle, Culture, Communication et information.

Lors de la réunion à l'issue de l'AGA, le Comité exécutif a évalué les activités et les résultats émanant de l'AGA. Il a également établi un calendrier et élaboré un plan d'action pour se servir des commentaires reçus lors de la prochaine version du document sur les orientations stratégiques de la Commission.

En novembre, le Comité exécutif s'est penché sur le processus d'élaboration de la Stratégie à moyen terme de l'UNESCO pour 2014-2021 (37 C/4) et du programme et budget de l'UNESCO pour 2014-2017 (37 C/5), les réponses du Canada aux questionnaires concernant ces deux documents, les résultats de la réunion des commissions nationales et des États membres,

les propositions préliminaires de la Directrice générale, les décisions adoptées par le Conseil exécutif à sa session d'octobre et l'incidence de toutes ces questions sur le travail de la Commission. Le Comité a formulé de nouveaux commentaires sur le projet de document sur les orientations stratégiques de la Commission et il a discuté de planification de la relève compte tenu de l'imminent départ à la retraite du secrétaire général. Il a également commencé à planifier la 53<sup>e</sup> Assemblée générale annuelle et a convenu qu'elle se tiendrait à Toronto au début de mai 2013.

intergouvernementale (COI) et les Conférences Pugwash sur la science et les affaires mondiales, ont également participé à la session.

Les membres de la COMEST ont publié une déclaration sur l'occasion d'établir une déclaration de principes éthiques en rapport avec le changement climatique. Le document est disponible (en anglais seulement) sur le site Web de l'UNESCO.

#### 24<sup>e</sup> SESSION DU CONSEIL INTERNATIONAL DE COORDINATION (CIC) DU PROGRAMME SUR L'HOMME ET LA BIOSPHERE (MAB), PARIS, FRANCE

La 24<sup>e</sup> session du Conseil international de coordination du Programme MAB s'est tenue à l'UNESCO du 9 au 13 juillet, deux semaines après la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), marquant ainsi de façon importante le débat sur le développement durable planétaire. Plus de 70 représentants des États membres, ainsi que cinq organismes internationaux, y ont participé à titre de membres ou d'observateurs.

Les travaux ont mis l'accent sur l'amélioration des processus, de la gestion et de la planification des programmes du Réseau mondial des réserves de la biosphère, un sujet important dans le contexte de la réunion du réseau planifiée pour 2013 afin de discuter des critères de la Stratégie de Séville. Les discussions ont porté sur la planification de l'évaluation du Plan d'action de Madrid, sur la proposition, rejetée, demandant à l'UNESCO de créer une nouvelle catégorie de sites de soutien/d'étude pour le Programme MAB, sur les propositions de révision des formulaires de l'examen périodique et de nomination des réserves, et sur la stratégie 2014-2021. Le CIC a également approuvé les propositions de nouvelles réserves de biosphère, et a fait ses commentaires et recommandations en réponse à quatre examens périodiques canadiens. La demande de la réserve de biosphère du Lac St-Pierre de quintupler la taille de sa zone de transition a été approuvée; elle couvre maintenant une superficie de 6 342 km<sup>2</sup>.

## PARTICIPATION CANADIENNE AUX RENCONTRES INTERNATIONALES

### SESSION EXTRAORDINAIRE DE LA COMMISSION MONDIALE D'ÉTHIQUE DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES ET DES TECHNOLOGIES (COMEST), PARIS, FRANCE

La session extraordinaire de la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (COMEST) a eu lieu du 2 au 4 juillet peu après la clôture de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20). La session portait sur quatre thèmes :

- 1) éthique et changement climatique
- 2) éthique de la science
- 3) éthique du développement
- 4) éthique des nanotechnologies et des technologies convergentes

Marie-Hélène Parizeau, professeure à la Faculté de philosophie de l'Université Laval et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en bioéthique et en éthique de l'environnement, a assisté à la session à titre de membre de COMEST. Des représentants de diverses instances concernées, tels le Comité international de bioéthique (CIB), le Conseil international pour la science (ICSU), le Conseil international des sciences sociales (CISS), la Commission océanographique

Parmi les membres de la délégation canadienne présents à la réunion, on comptait Michèle Stanton-Jean, représentante du gouvernement du Québec à la délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO, Dominique Levasseur, de la délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO, et Jean-Philippe L. Messier, président de l'Association canadienne des réserves de la biosphère et membre du Comité canadien du MAB de la Commission canadienne.

### CONSULTATION DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE AUPRÈS DES ÉTATS MEMBRES ET DES COMMISSIONS NATIONALES POUR L'UNESCO DE LA RÉGION EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD POUR LA PRÉPARATION DE LA STRATÉGIE À MOYEN TERME 2014-2021 (37 C/4) ET DU PROJET DE PROGRAMME ET BUDGET POUR 2014-2017 (37 C/5), BRATISLAVA (SLOVAQUIE).

Le processus de consultation de l'UNESCO en vue de préparer la Stratégie à moyen terme (C/4) et le Programme et budget (C/5) comporte, entre autres, des consultations régionales auprès des commissions nationales. Le Conseil exécutif a décidé d'intégrer des représentants des États membres et des commissions nationales, à la consultation de cette année. Une réunion de la région Europe et Amérique du Nord a été organisée à Bratislava, du 9 au 13 septembre, par les commissions nationales d'Autriche, de Hongrie et de Slovaquie. Les représentants de 44 États membres et des commissions nationales de la région y ont participé, en présence d'observateurs des îles Féroé et du Botswana.

Les participants ont discuté du rôle que joueront les commissions nationales dans le nouveau cycle de planification de l'UNESCO (dont la Stratégie à moyen terme passera d'une période de six ans à une période de huit ans). Le Programme et budget passera quant à lui d'un cycle biennal à un cycle quadriennal à compter de 2014. Ils ont également examiné les propositions de la Directrice générale visant à réduire le nombre de secteurs de programmes au sein du Secrétariat

ainsi que le nombre de grands programmes, et à adopter une nouvelle approche fondée sur des domaines thématiques transversaux. Ils ont, par ailleurs, exprimé leurs préoccupations quant au manque d'accent apparent mis sur la liberté d'expression et quant à la disparition de la mention « communication et information » dans l'énoncé de mission proposé.

Certains thèmes précis ont également fait l'objet de groupes de discussion : la paix, le dialogue interculturel et les droits de la personne; la jeunesse; les grands programmes de l'UNESCO; les plates-formes intersectorielles, les centres et instituts de catégorie 2; la liberté d'expression et la liberté de presse. Le président, Axel Meisen, et le secrétaire général ont représenté la Commission à cette réunion et animé le groupe de discussion sur les plates-formes intersectorielles dont l'objectif était l'amélioration de la coopération au sein du Secrétariat de l'UNESCO.

Un exemplaire du rapport final de la réunion est disponible sur le site web de l'UNESCO. [www.unesco.org](http://www.unesco.org)

### 19<sup>E</sup> SESSION DU COMITÉ INTERNATIONAL DE BIOÉTHIQUE (CIB) ET SESSION CONJOINTE DU CIB ET DU COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE BIOÉTHIQUE (CIGB), PARIS, FRANCE

La 19<sup>e</sup> session du CIB et la session conjointe du CIB et du CIGB ont eu lieu du 11 au 14 septembre. Les réunions ont porté sur deux thèmes principaux : la médecine traditionnelle et ses implications éthiques; et le principe de non-discrimination et non-stigmatisation énoncé à l'article 11 de la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la bioéthique et les droits de l'Homme (2005).

Le CIB est un organisme qui regroupe des experts indépendants dont fait notamment partie Mme Thérèse Leroux, professeure de droit à la Faculté de droit de l'Université de Montréal et chercheuse au Centre de recherche en droit public. Le CIGB est composé de 36 États membres élus par la Conférence générale de l'UNESCO. Le Canada est membre du CIGB depuis 2011.

« RÉSERVES DE BIOSPHERE DE L'UNESCO : LE RÔLE DE LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE », ATELIER INTERNATIONAL, UNIVERSITÉ INTERNATIONALE D'ANDALOUSIE, BAEZA (ESPAGNE)

Organisé conjointement par la Universidad Internacional de Andalucia et l'Université du Wisconsin à Madison, un atelier sur « Réserves de biosphère de l'UNESCO : le rôle de la conservation de la biodiversité et du développement durable » a eu lieu à Baeza (Espagne) du 1<sup>er</sup> au 3 octobre 2012. L'objectif de l'atelier était d'étudier les principes et les réalisations de ce réseau de l'UNESCO et de recommander des améliorations au programme.

Dominique Potvin, chargée de programme, Sciences naturelles, a été invitée à prononcer le discours d'ouverture et à présenter le Programme sur l'homme et la biosphère, et les réserves de biosphère au nom de Mme Meriem Bouamrane, du Réseau mondial des réserves de biosphère, qui ne pouvait être présente. Dominique Potvin a également décrit le déploiement de ce programme au Canada, notamment nos réalisations récentes, nos priorités et son fonctionnement. Ce sont des conférenciers venus des États-Unis, du Mexique et du Maroc qui ont abordé les sujets dans une optique internationale. Des gestionnaires d'aires protégées, des professeurs et des étudiants ont traité des orientations particulières adoptées pour les réserves de biosphère espagnoles. Les participants se sont également penchés sur les nouveaux enjeux et les étapes à venir, à la suite d'une présentation de M. Engelbert Ruoss, ancien directeur du Bureau régional de l'UNESCO à Venise. Un document de synthèse présentant les conclusions de la rencontre est en cours de préparation à l'intention de l'UNESCO, des comités du MAB et du Réseau mondial des réserves de biosphère.

GROUPE DE TRAVAIL TRIPARTITE

Le groupe de travail tripartite à participation non limitée chargé d'assurer le suivi de l'examen de la coopération du Secrétariat de

l'UNESCO avec les commissions nationales pour l'UNESCO a été mis sur pied selon les recommandations de l'Évaluation externe indépendante (EEI) de l'UNESCO et après l'examen mené en 2011 des relations entre le Secrétariat de l'UNESCO et les commissions nationales. Cet examen, préparé par le Service d'évaluation et d'audit (IOS) et un consultant extérieur, a révélé de nombreux exemples positifs de coopération entre le Secrétariat et les commissions nationales. Parallèlement, il recommandait de « revoir et de redynamiser » le rôle des commissions nationales.

La première réunion du groupe de travail tripartite, tenue à l'UNESCO le 19 octobre 2012, a rassemblé plus de 120 participants. Elle a porté sur les six recommandations de l'examen de la coopération du Secrétariat avec les commissions nationales; et plus particulièrement sur la recommandation concernant l'évolution du rôle de ces commissions. La plupart des participants estiment que la coordination du réseau des commissions nationales pourrait être renforcée, mais qu'elle ne doit pas être assurée par le Secrétariat de l'UNESCO. Ils ont avancé des arguments similaires à propos des partenariats avec le secteur privé, bien que tous aient reconnu qu'il fallait mieux diffuser l'information existante, en particulier celle qui porte sur les pratiques exemplaires. Les participants ont également convenu que, compte tenu de la diversité dans la composition des commissions nationales et de la variété des méthodes qu'elles emploient pour remplir leur mandat, il sera difficile de concevoir des approches communes, même à l'échelle régionale.

M. Jean-Pierre Blackburn, ambassadeur et délégué permanent du Canada



Ouverture du Forum sur la gouvernance de l'internet, Bakou, Azerbaïdjan

auprès de l'UNESCO, représentait le Canada, en compagnie du secrétaire général, de Mme Yasemin Heinbecker, conseillère et déléguée permanente adjointe, de Mme Dominique Levasseur, responsable principale de programme, et de Mme Michèle Stanton-Jean, représentante du gouvernement du Québec, Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO.

### LA 7<sup>E</sup> RÉUNION ANNUELLE DU FORUM SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET, BAKOU (AZERBAÏDJAN)

La 7<sup>e</sup> réunion annuelle du Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) s'est tenue du 5 au 9 novembre 2012. La réunion de cette année avait pour thème la « Gouvernance de l'Internet pour le développement humain, économique et social durable ». Chaque année, le FGI rassemble plus de 1 500 participants de plus d'une centaine de pays représentant le secteur privé, la société civile, la communauté Internet, les médias, des gouvernements et des organismes internationaux, pour débattre des enjeux liés à la gouvernance de l'Internet. Le FGI a vu le jour après la tenue de deux sommets mondiaux sur la société de l'information qui se sont tenus à Genève (2003) et à Tunis (2005). Pauline Dugré, chargée de programme, Communication et Information, représentait la Commission à la réunion.

### LA 25<sup>E</sup> ÉDITION DES ENTRETIENS DU CENTRE JACQUES CARTIER, LYON (FRANCE)

Les Entretiens du Centre Jacques Cartier constituent un grand rendez-vous international annuel articulé autour de quatre grands axes : économique et politique, scientifique, social et culturel. Les rencontres visent à susciter des discussions entre les participants et à leur inspirer de nouvelles idées. Les 27 colloques de l'édition de cette année abordaient différents thèmes connexes, dont ceux de la santé, de la diversité et de la technologie de l'information.

Un des colloques, intitulé « Immigration et diversité ethnoculturelle : Espaces urbains et communauté politique », a été organisé conjointement par des chercheurs Français et

Micheline Labelle, professeure de sociologie et titulaire de la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté (CRIEC) à l'Université du Québec à Montréal et membre de la Commission sectorielle, Sciences naturelles et sociales de la Commission. Madame Labelle y a présenté un exposé intitulé « Multiculturalisme, interculturalisme, superdiversité... Réflexions sur les dimensions idéologiques et politiques des modèles d'intégration ».

Dans le cadre du même colloque, Cynthia Lacasse, chargée de programme, Sciences sociales et humaines, a participé à une table ronde sur « la ville et la diversité » où elle a fait part de l'expérience de la Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination.

## RENCONTRES INTERNATIONALES TENUES AU CANADA



### 7<sup>E</sup> RÉUNION BISANNUELLE DU RÉSEAU INTERNATIONAL D'ÉTABLISSEMENTS DE FORMATION DES ENSEIGNANTS

En collaboration avec 30 établissements de formation d'enseignants de 28 pays, le Réseau international de la Chaire UNESCO en Réorientation de la formation des enseignants vers le développement durable de l'Université York (Toronto) a été lancé en 2000. La première réunion du Réseau a eu lieu à Toronto en 2000, puis en Afrique du Sud (2002), en Suède (2004), en Finlande (2006), en Turquie (2008) et en France (2010). Le Réseau s'est réuni à nouveau cette année à Toronto, à l'Université York, du 16 au 20 mai 2012. La réunion a attiré plus de 100 participants de 30 pays. Une deuxième rencontre a eu lieu la semaine suivante en Finlande, avec la participation de 100 autres personnes venues de 70 autres pays.

La réunion, qui rassemblait des enseignants et des employés de ministères de l'Éducation, a porté sur la réorientation de la formation

des enseignants en vue d'y inclure le développement durable. Avec pour thème central l'éducation au service du développement durable (ÉDD) face au changement climatique, la réunion comportait des séances plénières, des ateliers et des groupes de discussion. La part de l'ÉDD dans la formation des enseignants, les objectifs de l'éducation, les types de pédagogies en ÉDD, ainsi que la création et le maintien de réseaux locaux et nationaux d'établissements de formation ont aussi été abordés. La dernière journée a porté sur une éducation de qualité et sur la mesure de l'engagement des étudiants comme indicateur de qualité.

Le discours d'ouverture du secrétaire général portait sur la mise en œuvre au Canada de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable. Il a expliqué comment cette démarche a évolué, passant de l'implication d'ONG à celle des ministères de l'Éducation, et comment les préoccupations environnementales ont fini par englober une vision plus large du développement durable qui inclut des composantes économiques et sociales associées à des principes comme la démocratie, les droits de la personne et l'égalité des sexes.

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DU RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO, MONTRÉAL

Le Réseau des villes créatives de l'UNESCO a été lancé en 2004 pour renforcer l'incidence socioéconomique de l'industrie culturelle et promouvoir la diversité culturelle et le développement urbain durable. Les activités du Réseau sont structurées autour de sept thèmes : littérature, cinéma, musique, artisanat et arts populaires, design, arts numériques et gastronomie.

L'assemblée générale annuelle du Réseau a eu lieu à Montréal du 21 au 24 mai dernier. Plus de 100

délégués sont venus de 34 villes du monde pour débattre des enjeux liés au développement futur du Réseau, en plein essor, et pour parler des initiatives et des projets coopératifs qui unissent leurs villes. La réunion a également été l'occasion pour les délégués internationaux de rencontrer leurs homologues montréalais et les intervenants importants des domaines de l'artisanat et des arts populaires, de l'art numérique, du cinéma, du design, de la gastronomie, de la littérature et de la musique.

Montréal est membre du Réseau depuis 2006 à titre de Ville UNESCO de design.

La réunion a été ouverte par le maire de Montréal, M. Gérald Tremblay, accompagné de la conseillère municipale et responsable de la culture, du patrimoine, du design et de la condition féminine au comité exécutif, Mme Helen Fotopulos. M. Francesco Bandarin, sous-directeur général pour la Culture à l'UNESCO, représentait le directeur général de l'organisation, et la Commission canadienne pour l'UNESCO a été l'un des commanditaires de la réunion.

Montréal est membre du Réseau depuis 2006 à titre de Ville UNESCO de design.

### CONFÉRENCE LA MÉMOIRE DU MONDE À L'ÈRE NUMÉRIQUE : NUMÉRISATION ET CONSERVATION À VANCOUVER

Organisée conjointement par l'UNESCO et l'Université de la Colombie-Britannique, la conférence *Mémoire du monde à l'ère numérique : numérisation et conservation* a eu lieu à Vancouver du 26 au 28 septembre 2012. Elle a attiré 500 participants venus du monde entier pour discuter de la manière de préserver le patrimoine numérique. Le président de la Commission, Axel Meisen et le secrétaire général ont prononcé une allocution à la journée

La réunion a également été l'occasion pour les délégués internationaux de rencontrer leurs homologues montréalais et les intervenants importants des domaines de l'artisanat et des arts populaires.



Le secrétaire général, David A. Walden, accueillant les participants à la conférence. Photo : Maria Liouliou, UNESCO

d'ouverture de la conférence, et Pauline Dugré, chargée de programme, Communication et Information a siégé au comité organisateur. Dix membres du Groupe consultatif jeunesse (YAG) de la Commission y ont également participé en tant que bénévoles.

Le titre de la conférence s'inspire du programme Mémoire du monde de l'UNESCO qui vise à préserver, à protéger et à rendre accessible le patrimoine documentaire mondial. La conférence a donc exploré les principaux problèmes touchant la création et la préservation du patrimoine documentaire numérique afin qu'il y ait une « mémoire du monde » à l'avenir.

Après la conférence, les participants ont présenté une déclaration aux fins d'approbation et de modification éventuelle avant son adoption officielle par le Conseil exécutif de l'UNESCO lors de sa réunion en avril 2013.

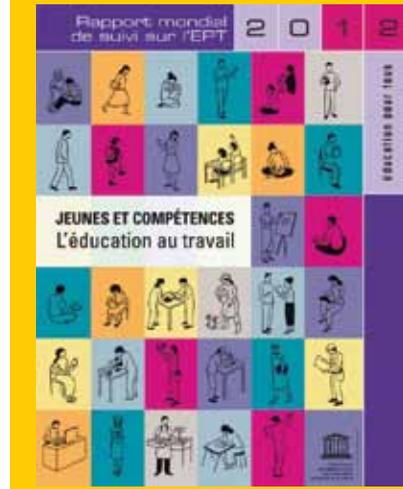
La conférence a été organisée par l'Université de Colombie-Britannique avec le soutien de l'UNESCO, de Microsoft, de Google, de l'Université de Toronto, de l'Université de l'Alberta, de la Commission canadienne pour l'UNESCO et du gouvernement du Québec.

### LANCEMENT DU RAPPORT MONDIAL DE SUIVI 2012 SUR L'ÉDUCATION POUR TOUS DE L'UNESCO AU CANADA

L'UNESCO publie chaque année le Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous (EPT) et des rapports d'avancement des objectifs en matière d'EPT adoptés par 163 pays à Dakar en 2000. En collaboration avec l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC), la Commission a coorganisé le lancement du Rapport mondial de suivi

2012 sur l'EPT, Jeunes et compétences : l'éducation au travail, dans le cadre du Forum international de l'EUMC, sous le thème « Les jeunes porteurs de changement : de l'espoir à l'action » qui a eu lieu le 1er novembre dernier à Ottawa.

Le rapport documente la nécessité pour les jeunes d'acquérir des compétences fondamentales en lecture et en calcul, l'urgence de perfectionner leurs compétences techniques.



Le nombre de jeunes sur terre augmente rapidement. En effet, une personne sur six est actuellement âgée de 15 à 24 ans, soit 1,2 milliard de personnes. Par contre, un jeune sur huit est sans emploi. Le troisième objectif de l'éducation pour tous est de s'assurer que les jeunes ont l'occasion d'acquérir des compétences et, au bout du compte, de trouver du travail, de gagner leur vie, de contribuer à leur collectivité et à la société, et d'aider leur pays à prospérer dans l'économie mondiale. Le rapport documente la nécessité pour les jeunes d'acquérir des compétences fondamentales en lecture et en calcul, l'urgence de perfectionner leurs compétences techniques ainsi que les inquiétudes à l'égard d'une « fatigue des donateurs » et du déficit de financement qui continue de se creuser.

Les conférenciers suivants ont participé à la réunion : Albert Motivans, chef, Indicateurs de l'éducation et analyse des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO situé à Montréal, Paul Brennan, vice-président, Association des collèges communautaires du Canada, Guy Bessette, analyste principal des politiques, Agence canadienne de développement international et le secrétaire général. Plus de 350 membres institutionnels, étudiants, diplômés et partenaires de l'EUMC ainsi que les membres du milieu du développement international et de la politique ont également participé à cette manifestation.

## CONSULTATION DES CANADIENS ET CANADIENNES

### CONSULTATION SUR LA SEMAINE INTERNATIONALE DES APPRENANTS ADULTES (SIAA) 2013, OTTAWA

La réunion du 14 septembre a eu lieu pour planifier la SIAA 2013, et a réuni un plus grand nombre de représentants des ministères provinciaux et leurs partenaires que l'an dernier. La présentation du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC) sur le rapport du Canada suivant la sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VI) a suscité un intérêt considérable parmi les participants qui œuvrent à documenter l'offre et la demande dans le domaine de l'apprentissage des adultes. Les participants ont également convenu que les intervenants en formation continue doivent utiliser le processus de planification de la SIAA pour augmenter le nombre de partenaires.

On a demandé aux États membres de l'UNESCO de préparer des rapports sur l'évolution de l'éducation des adultes depuis 2009 et de l'alphabétisation depuis 2006. Le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada, en collaboration avec Ressources humaines et Développement des compétences Canada et la Commission, a préparé la réponse du Canada à ces questions en produisant un rapport détaillé, intitulé *Apprentissage et éducation des adultes*, sur les progrès réalisés dans les domaines de l'éducation des adultes et de l'alphabétisation quant aux politiques, à la gouvernance, au financement, à la participation et à la qualité de l'éducation.

Le rapport, produit en collaboration avec la Commission, est disponible sur le site Web du CMEC à l'adresse [www.cmec.ca](http://www.cmec.ca)

### LANCEMENT CANADIEN DES LIGNES DIRECTRICES DE L'INSTITUT POUR L'APPRENTISSAGE CONTINU DE L'UNESCO EN COLLABORATION AVEC L'ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS

Produites par l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL) à Hambourg (Allemagne), les lignes directrices sur la reconnaissance, la validation et l'évaluation des compétences dans l'apprentissage formel et informel ont été lancées au Canada lors d'un webinaire organisé par la Commission en collaboration avec l'Association canadienne pour la reconnaissance des acquis (CAPLA). Tous les membres de la CAPLA ont reçu une invitation, et plus de 90 personnes y ont participé en ligne. Mme Élisabeth Barot, chargée de programme, Éducation, et Madhu Singh de l'UIL ont toutes deux fait des présentations. La version audio du webinaire et les lignes directrices sont disponibles sur le site Web de la CAPLA <http://capla.ca>. Le webinaire a démontré que cette technologie est un moyen efficace de diffuser rapidement des informations et des documents et de recevoir une rétroaction instantanée.

Après le webinaire, le directeur de l'UIL, Arne Carlsen, a été invité à titre de conférencier d'honneur d'une séance plénière de la Conférence annuelle de la CAPLA tenue à Halifax du 21 au 24 octobre dernier. Plus de 200 personnes y assistaient, et il a été possible d'en apprendre davantage sur les lignes directrices : M. Carlsen y était membre d'un groupe d'experts international suivi en ligne par des personnes de six pays et par 30 personnes sur place. Élisabeth Barot était membre d'un autre groupe intitulé « Directives

et normes pour aller de l'avant avec la reconnaissance des acquis au Canada » suivi par plus de 60 personnes. Elle a également participé à la réunion du Groupe consultatif stratégique sur la reconnaissance des acquis qui réunissait des représentants de chaque province et territoire.

La publication des lignes directrices de l'UIL est opportune, car la CAPLA est en train de définir ses normes et principes unificateurs.





# Promotion des objectifs et des valeurs de l'UNESCO au Canada

## PARTENARIATS, CONFÉRENCES ET ACTIVITÉS

### DÎNERS-CAUSERIES SUR LES PARCS TRIBAUX – CONSEIL DES ARTS DU CANADA ET PARCS CANADA, À OTTAWA ET GATINEAU

Le 7 mai dernier, la Commission a organisé une séance d'information et de discussion à l'intention du personnel de la Commission et du Conseil des arts sur les « innovations écoculturelles dans la réserve de biosphère de l'UNESCO de Clayoquot Sound ». M. Eli Enns, du parc tribal Tla-o-qui-aht et d'Ecotrust Canada, un nouveau leader en faveur de la collaboration entre Premières nations et groupes environnementaux, a mis l'accent sur l'importance de la Qwii-qwiq-sap (prononcé ké-couic-sop dans la langue nuu-chah-nulth et qui signifie « transformation »). Il a également traité de l'initiative « Standing Tree to Standing Home » qui répond aux besoins de logements convenables, en utilisant des matériaux locaux et en favorisant une architecture adaptée à la culture de l'endroit. Cette initiative illustre plusieurs valeurs et principes essentiels du projet plus vaste des parcs tribaux, notamment la réduction des exportations de grumes et la création d'emplois dans la baie Clayoquot.

À l'invitation de la Direction générale de l'établissement et conservation des aires protégées de Parcs Canada, une

L'initiative « Standing Tree to Standing Home » répond aux besoins de logements convenables, en utilisant des matériaux locaux et en favorisant une architecture adaptée à la culture de l'endroit.

deuxième séance d'information et de discussion informelle a eu lieu le 8 mai autour du thème « Parcs Canada et les parcs tribaux dans la réserve de biosphère de l'UNESCO de Clayoquot Sound : l'innovation sociale et les aires protégées contiguës ». Lors de cette séance, Eli Enns et Dominique Potvin, chargée de programme, Sciences naturelles ont traité de la complémentarité du Programme sur l'homme et la biosphère de l'UNESCO et du mandat de Parcs Canada.

Grâce à ces deux activités, une soixantaine de membres du personnel de Parcs Canada et du Conseil des arts du Canada se sont familiarisés avec des initiatives canadiennes dans des domaines reconnus par l'UNESCO qui, grâce au leadership du Canada, ont fait progresser les objectifs de l'Organisation.

### « STIMULER L'INNOVATION CANADIENNE EN BIOÉTHIQUE », MONTRÉAL

Organisée par l'Association québécoise en éthique clinique (AQEC) et ses partenaires, la 23<sup>e</sup> Conférence annuelle de la Société canadienne de bioéthique s'est déroulée à Montréal du 31 mai au 2 juin sous le thème « Stimuler l'innovation canadienne en bioéthique ». La Conférence, qui a rassemblé plus de 400 chercheurs, administrateurs de services de santé, étudiants, membres de comités d'éthique et philosophes, offrait une occasion d'échanges et de réflexion sur un grand nombre de sujets, dont le développement de nouvelles approches théoriques, pratiques et pédagogiques en bioéthique, ainsi que leurs applications dans le domaine de la santé et dans la sphère publique. Françoise Baylis, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en bioéthique et en philosophie à



Conférence CASHRA 2012, Graffiti de Chad Reeves et Fred Thomas

l'Université Dalhousie et membre de la Commission sectorielle, Sciences naturelles, Sociales et humaines, a présenté un exposé intitulé « Eggs and Embryos for Research » (Ovules et embryons pour la recherche). La Commission canadienne pour l'UNESCO était partenaire de la conférence.

### CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS ET CONSEIL DES DROITS DE LA PERSONNE, WINNIPEG

La conférence annuelle 2012 de l'ACCCDP a été organisée par la Commission des droits de la personne du Manitoba du 17 au 19 juin dernier. Autour du thème « Y sommes-nous? », la Conférence a réuni plus de 250 défenseurs des droits de la personne, militants et dirigeants de tout le Canada désireux de bâtir des collectivités et des lieux de travail accueillants, inclusifs et exempts de discrimination.

La Conférence visait à célébrer les succès en matière de droits de la personne et à cerner les domaines où plus de développement, de promotion et de changement sont nécessaires pour parvenir à l'égalité de tous les Canadiens et Canadiennes. Parmi les sujets abordés figuraient les droits sociaux et économiques, la discrimination systémique, l'intimidation et le harcèlement. Des séances plénières ont également été consacrées à l'implication des communautés Autochtones et au recours aux médias sociaux pour promouvoir les droits de la personne.

Afin de contribuer à l'objectif de la conférence de fournir une occasion aux Canadiens et Canadiennes d'apprendre et d'échanger sur la discrimination dans la collectivité et au travail, on a remis aux participants la trousse de la Coalition canadienne des municipalités contre le racisme

et la discrimination (CCMARD), une brochure préparée par la Commission qui donne des exemples de pratiques exemplaires. Un lien vers ce document est accessible sur le site Web de la conférence.

### COLLOQUE SUR LE TOURISME CULTUREL ET PATRIMONIAL

L'Institut de la culture et du patrimoine du Collège Centennial à Toronto organise un colloque annuel depuis 2007. Il s'est imposé comme un centre de facilitation des débats axés sur les questions et sujets relatifs au tourisme culturel et patrimonial. Des représentants officiels de gouvernements, des représentants de communautés, des professionnels de l'industrie et des étudiants assistent et participent au Colloque, qui réunit les plus grands experts de l'industrie et professionnels du patrimoine.

Le Colloque, intitulé « Travel Tales: Inspiring stories and learning from global voyages » [Récits de voyage : histoires inspirantes et enseignements des voyages autour du monde], s'est déroulé du 4 au 5 juin. L'édition de cette année avait pour objectifs, entre autres, de favoriser la participation des jeunes au tourisme culturel et patrimonial. La Commission a contribué au colloque en coordonnant la participation de Chris Royle et Ronan MacParland, membres du Groupe consultatif jeunesse, à titre de panélistes invités.

### HERITAGE FOUNDATION OF NEWFOUNDLAND AND LABRADOR – PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

Constituée en 1984 afin de préserver le patrimoine architectural de la province, la Heritage Foundation of Newfoundland and Labrador a également été choisie en 2008 pour diriger et mettre en œuvre la stratégie sur le patrimoine culturel immatériel de la province. Sa mission est de sauvegarder et d'entretenir, pour la génération actuelle et les générations à venir, le patrimoine culturel immatériel de Terre-Neuve-et-Labrador, qui constitue un élément essentiel de l'identité de ses habitants et un en-

semble précieux de connaissances et de coutumes particulières. Pour ce faire, elle élabore des politiques d'appui aux initiatives qui visent à célébrer, à consigner, à diffuser et à promouvoir le patrimoine vivant, et à créer des liens entre les groupes culturels à Terre-Neuve-et-Labrador comme à l'extérieur de la province.

En novembre 2010, le Bureau du patrimoine culturel immatériel de la Heritage Foundation of Newfoundland and Labrador a fait l'objet d'une recommandation pour son accréditation à titre d'organisme-conseil auprès du Comité intergouvernemental de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. La décision de faire cette recommandation a été prise lors de la 5<sup>e</sup> session du Comité à Nairobi, au Kenya.

En 2012, l'expertise de la Heritage Foundation of Newfoundland and Labrador a été reconnue par l'Assemblée générale des États signataires de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. Elle avait alors été accréditée pour fournir des services consultatifs au Comité intergouvernemental pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel conformément

Cette accréditation donne une reconnaissance internationale au travail de la fondation en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de Terre-Neuve-et-Labrador.

à l'article 9 de la Convention. Cette accréditation donne une reconnaissance internationale au travail de la fondation en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de Terre-Neuve-et-Labrador.

À titre d'organisme accrédité, la Fondation peut être appelée à aider le Comité, notamment en ce qui a trait aux inscriptions annuelles sur la Liste de sauvegarde urgente et sur la Liste représentative, au choix des pratiques de sauvegarde exemplaires et à l'octroi d'une aide financière aux programmes de sauvegarde.

## SOMMET NATIONAL DU PATRIMOINE DE LA FONDATION HÉRITAGE CANADA, MONTRÉAL

Placé sous le thème « Conservation du patrimoine au Canada : Ce qui est efficace et ce qui doit changer », le Sommet s'est déroulé du 11 au 13 octobre. Il a été organisé par la fondation Héritage Canada (FHC) en coopération avec la Commission canadienne pour l'UNESCO, l'Association canadienne d'experts-conseils en patrimoine, le Forum canadien de recherche publique sur le patrimoine et la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti à l'Université de Montréal.

La FHC a saisi l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la *Convention du patrimoine mondial* (le traité international sur la conservation du patrimoine culturel et naturel le plus ratifié au monde) afin de dresser un bilan des progrès accomplis au Canada et établir les fondements de la conservation du patrimoine à un moment où les priorités gouvernementales changent radicalement en raison de la conjoncture économique. Le Sommet national du patrimoine a également permis de faire le point, de revoir des hypothèses et de fixer des priorités en vue de faire du patrimoine un enjeu d'actualité local, provincial et national.

Près de 300 délégués représentant des organismes patrimoniaux, des militants, des architectes, des urbanistes, des promoteurs, des décideurs publics et des propriétaires fonciers de partout au pays ont participé au Sommet, première étape de l'élaboration d'une nouvelle vision et d'un plan d'action pour le mouvement patrimonial du Canada. Ils ont conclu que la conservation devait aller au-delà de la simple protection et devenir synonyme d'innovation, et que les défenseurs du patrimoine devaient aller au-delà du bâtiment et inclure le patrimoine culturel immatériel. Le secrétaire général a pris la parole à la séance d'ouverture et a coprésidé une des tables rondes.

## COLLOQUE DU PRIX D'EXCELLENCE DE LA FONDATION CANADIENNE DES RELATIONS RACIALES, HALIFAX

Près de 100 participants de partout au Canada ont assisté au Colloque du Prix de l'excellence de la Fondation canadienne des relations raciales (FCRR) qui s'est déroulé du 17 au 19 octobre à Halifax. Le personnel de la Commission a organisé deux des ateliers du Colloque.

Le premier atelier, qui traitait des perspectives comparatives et des leçons tirées des stratégies d'éducation inclusive, a permis de présenter la Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement adoptée par l'UNESCO il y a plusieurs années, de même que son nouveau projet intitulé « Enseigner le respect pour tous ». Les initiatives de plusieurs partenaires de la Commission ont été soulignées, telles que l'approche holistique d'insertion du ministère de l'Éducation de l'Ontario (qui a gagné un prix d'excellence de la FCRR en 2010 pour son travail), l'Accord sur l'éducation autochtone, qui a été présenté par une représentante de la communauté Mi'kmaq afin de souligner l'importance de la collaboration entre l'Association canadienne des doyens et doyennes d'éducation (ACDE) et les associations autochtones et un programme d'apprentissage permanent particulièrement axé sur les politiques

Le deuxième atelier présentait des exemples du travail entrepris par les municipalités membres de la Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination (CCMCRD) pour combattre le racisme et la discrimination envers les immigrants sur le marché du travail.

et la recherche sur l'afrocentrisme à l'Université Mount Saint Vincent à Halifax. Élisabeth Barot, chargée de programme, Éducation, a animé l'atelier auquel plus de 50 personnes ont participé.

Le deuxième atelier présentait des exemples du travail entrepris par les municipalités membres de la Coalition canadienne des municipalités

contre le racisme et la discrimination (CCMCRD) pour combattre le racisme et la discrimination envers les immigrants sur le marché du travail. Les exemples étaient tirés des expériences des villes de Lethbridge (Alberta), Sherbrooke (Québec), Stratford (Île-du-Prince-Édouard) et Halifax et Kings County (Nouvelle-Écosse). Chedly Belkhodja, professeur en science politique à l'Université de Moncton et codirecteur du Centre Métropolis Atlantique, a ouvert le débat par une description de l'immigration dans les municipalités des provinces de l'Atlantique. Raymond Tynes, conseiller municipal à Truro (Nouvelle-Écosse) et membre actif de la CCMCRD, a agi à titre de modérateur.

Au cours du Colloque, la FCRR a remis son Prix d'excellence 2012 qui récompense les meilleures pratiques de lutte contre le racisme au Canada. Comptent parmi les lauréats d'un prix ou d'une mention honorable, les services de police de la Ville de Victoria, le Immigrant Sector Council of Calgary (ISCC), EQUITAS - International Centre for Human Rights Education et les Affiliation of Multicultural Societies and Services Agencies de la Colombie-Britannique, dont les meilleures pratiques ont également été soulignées dans le *Guide pratique à l'intention des municipalités, des organisations et des citoyens* que la Commission a rédigé pour la CCMCRD.

## UN OCÉAN DE POSSIBILITÉS : LE POINT DE VUE DE L'ONU SUR LES OCCASIONS QUI S'OFFRENT AU CANADA D'EXERCER SON LEADERSHIP

À l'occasion de la visite au Canada de Mme Wendy Watson-Wright, sous-directrice générale et secrétaire exécutive de la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO, la Commission a organisé une présentation et une séance de discussion sur le travail de la COI le 25 octobre dernier. La rencontre a réuni une quarantaine d'experts des sciences océaniques issus du gouvernement et du secteur privé.

Souvent qualifiée de secret le mieux gardé de l'UNESCO, la COI est un organisme des Nations Unies voué aux

sciences, aux services et aux échanges de données sur les océans. Seule organisation intergouvernementale chargée de promouvoir les sciences marines dans tous les bassins océaniques, elle répond aux exigences de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) et de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED). Elle coordonne également des programmes de prévention et de réduction des risques marins, d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces changements, de préservation de la santé des écosystèmes océaniques et de promotion des politiques sur la durabilité des océans et des zones côtières. La COI a récemment joué un rôle clé dans *Oceans Compact*, une initiative du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui établit une vision stratégique pour le déploiement du *Plan directeur sur la durabilité de l'océan et des zones côtières* présenté à Rio +20.

La présentation de la Dre Watson-Wright, portait sur la dépendance des êtres humains à l'égard des océans et sur les menaces qui pèsent sur eux, avant de mettre en lumière le rôle de la COI et les contributions du

Canada au programme international de gestion des océans. Notre pays demeure un important contributeur de la COI, notamment par le biais de la Commission mixte d'océanographie et de météorologie marine (CMOMM) qui fournit des données océaniques en temps réel. La présentation filmée est accessible sur le site Web de la Commission : [www.unesco.ca](http://www.unesco.ca).

### EXPOSITION ITINÉRANTE « LA LIBERTÉ D'EXPRESSION À GRANDS TRAITS »

Chaque année depuis 2001, la Commission canadienne pour l'UNESCO et le Comité canadien pour la liberté de la presse mondiale (CCLPM) organisent un Concours international de dessin éditorial coïncidant avec l'attribution du Prix de la liberté de la presse du CCLPM à un journaliste canadien qui a souffert au nom de la liberté de la presse.



Diplômée de l'Université de Pernambuco au Brésil, Elizabeth Alves de França e Silva (Liz França) débute sa carrière en 2002 dans le « *Jornal do Comercio* ». Elle a depuis fait des caricatures en direct et participé à plusieurs expositions, foires et festivals de bande dessinée. Elle illustre actuellement la section des arts du journal « *Folha de Pernambuco* ».



« Le pouvoir au peuple : les citoyens et les médias sociaux », grand prix édition 2012, Liza França, Brésil

En 2011, l'exposition itinérante « La liberté d'expression à grands traits » mettait en vedette les meilleurs dessins éditoriaux à lui avoir été soumis. Cette année, l'expo itinérante a poursuivi sa tournée en se rendant à Saint-Jean (Nouveau-Brunswick), à Thunder Bay et Oshawa (Ontario), à Saskatoon (Saskatchewan) et à Calgary, Fort McMurray et Hobbema (Alberta) et à Winnipeg (Manitoba).

### PROJET KIZUNA

La Commission a été invitée à participer à la mise en œuvre du projet Kizuna du Japon. Grâce au projet, 96 élèves canadiens du secondaire, âgés de 15 à 18 ans, et 96 élèves japonais ont participé à un programme d'échange de deux semaines dans l'autre pays pour y suivre des ateliers, visiter des écoles, faire des excursions et du travail bénévole.

Les jeunes Canadiens de Montréal, Toronto, Winnipeg et Vancouver ont eu l'occasion de se rendre au Japon pour approfondir leurs connaissances sur les effets du changement climatique et les catastrophes naturelles et environnementales qu'il provoque tout en découvrant les méthodes efficaces d'intervention après ces catastrophes. Les élèves japonais venant de zones sinistrées ont pu étudier les mêmes questions dans le contexte canadien.

Les élèves du Japon et du Canada ont également échangé leurs points de vue et leurs expériences sur la façon de contribuer à l'édification d'une société durable et pacifique, à la sauvegarde du patrimoine matériel et immatériel, et à la promotion de la diversité culturelle.

### MATHÉMATIQUES DE LA PLANÈTE TERRE

Reconnaissant que notre planète fait face à des défis liés aux processus géophysiques et humains pour la compréhension desquels une connaissance des sciences mathématiques est requise, plus d'une centaine de sociétés scientifiques et d'organismes de recherche et d'éducation ont uni leurs efforts



pour organiser Mathématiques de la planète terre 2013. L'initiative vise à encourager la recherche en résolvant des questions fondamentales sur la planète terre, à encourager les enseignants à traiter de ces questions et à informer le public du rôle essentiel des mathématiques pour relever les défis de la durabilité.

Sous la direction de Christiane Rousseau, professeure titulaire à l'Université de Montréal et vice-présidente de l'Union mathématique internationale, la Société mathématique du Canada a joué un rôle clé dans la préparation des initiatives planifiées dans le cadre de Mathé-

L'initiative vise à encourager la recherche en résolvant des questions fondamentales sur la planète terre, à encourager les enseignants à traiter de ces questions et à informer le public du rôle essentiel des mathématiques pour relever les défis de la durabilité.

matiques de la planète terre 2013. La Commission a été heureuse de participer à cet effort et d'obtenir le patronage de l'UNESCO pour l'initiative.

Une table ronde publique ayant pour thème « Que peuvent faire les mathématiques pour la planète? » et une pièce de théâtre intitulée « *Mathematical Science Investigation (MSI): The Anatomy of Integers and Permutations* » (La recherche en sciences mathématiques : l'anatomie des entiers et des permutations) ont donné lieu au lancement canadien de l'initiative à l'Université de Montréal en décembre. On prépare actuellement du matériel pédagogique et l'édition de 2013 du 24 heures de Science, qui a lieu tous les ans, aura pour thème « On compte sur la science! ». Une exposition virtuelle de modules éducatifs a également été inaugurée du 5 au 8 mars au siège de l'UNESCO à Paris.

# Réseaux et programme de l'UNESCO au Canada

## CHAIRES UNESCO AU CANADA

En juin, à l'Université du Québec à Montréal, la Commission a organisé une réunion des Chaires UNESCO à laquelle nombre de titulaires de chaires ont assisté. La réunion a suscité un certain nombre d'idées sur la façon de consolider le réseau en collaborant à un projet commun.

Cette année, la Commission a également reçu des lettres d'intention proposant cinq candidatures pour des Chaires UNESCO. Ces propositions sont actuellement à l'étude.

## UNEVOC

Le Centre international UNESCO-UNEVOC pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels, situé à Bonn (Allemagne), aide les 195 États membres de l'UNESCO à renforcer et à adapter leurs systèmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP). Il est également le centre du réseau de 282 centres d'EFTP spécialisés répartis dans 167 États membres.

En octobre, selon la recommandation de la Commission, le Centre UNEVOC a désigné l'Association des collèges communautaires du Canada (ACCC) comme Centre canadien du savoir UNEVOC et coordonnateur de ses activités au Canada. Dans ce contexte, l'ACCC et le Centre international de Bonn collaboreront pour favoriser le développement de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels en Amérique latine et dans les Caraïbes.

## PROGRAMME SUR L'HOMME ET LA BIOSPHERE (MAB)

### RÉVISION DES LIGNES DIRECTRICES ET DU PROCESSUS DES EXAMENS PÉRIODIQUES DES RÉSERVES DE BIOSPHERE AU CANADA

Les réserves de biosphère sont reconnues en vertu du Programme sur l'homme et la biosphère (MAB) de l'UNESCO comme des régions écologiques importantes œuvrant à la promotion du développement durable et à la conservation de la biodiversité en engageant l'ensemble des partenaires de la collectivité. Tous les dix ans, elles sont tenues de procéder à un examen périodique afin de s'assurer que les critères énoncés dans le Cadre statutaire du Réseau mondial des réserves de biosphère sont respectés. Le Canada met également l'accent sur les occasions d'apprentissage et de réflexion que constituent les examens périodiques. Par conséquent, l'examen

Les réserves de biosphère sont reconnues en vertu du Programme sur l'homme et la biosphère (MAB) de l'UNESCO comme des régions écologiques importantes œuvrant à la promotion du développement durable et à la conservation de la biodiversité en engageant l'ensemble des partenaires de la collectivité.

est maintenant un moyen de renouveler l'engagement des autorités locales et des intervenants à agir en tant que réserve de biosphère.

Au cours de la dernière décennie, l'approche canadienne des examens périodiques a évolué afin de tenir compte des questions clés qu'ils renferment et de s'assurer que les rôles et responsabilités sont équitablement répartis. La Commission a donc

entrepris une évaluation du processus canadien de janvier à avril 2012, sur la base des contributions et des commentaires du Comité canadien du MAB, des représentants des réserves de biosphère et des examens précédents. Cela s'est traduit par des lignes directrices et un processus d'examen périodique révisés pour en améliorer la clarté et la transparence et pour redistribuer les rôles et responsabilités des réserves de biosphère, des examinateurs et de la Commission. Les recommandations du Canada pour améliorer le processus de désignation internationale des réserves de biosphère et les formulaires d'examen périodique ont également été soumis à l'UNESCO.

En 2012, on a entrepris l'examen périodique de la réserve de biosphère de l'escarpement du Niagara (Ontario), la première à se conformer à plusieurs nouvelles exigences, notamment la prestation d'une auto-analyse. La Commission assure la liaison continue entre l'UNESCO et les réserves de biosphère au Canada, notamment sur les questions concernant les recommandations formulées par l'UNESCO et leur suivi.

### STRATÉGIES DE RÉSEAUTAGE ET D'APPRENTISSAGE SOCIAL DANS LES RÉSERVES DE BIOSPHERE CANADIENNES; ET ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE L'ASSOCIATION DES RÉSERVES DE LA BIOSPHERE DU CANADA, SASKATOON

Dans le cadre d'un projet financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) sur la « création de stratégies de réseautage et d'apprentissage social dans les réserves de biosphère canadiennes », une réunion a été organisée les 24 et 25 septembre dernier à Saskatoon par la professeure Maureen Reed, École des sciences de l'environnement et du développement durable, Université de la Saskatchewan et membre du Comité canadien du programme sur l'homme et la biosphère (MAB). Des représentants des réserves canadiennes de biosphère et les chefs de projet se sont réunis pour discuter des progrès réalisés et diffuser l'information sur des études de cas sur les pratiques exemplaires

dans les domaines de l'éducation et des communications, du tourisme durable, de la gestion des terres et des biens, et des services écologiques. La réunion a également servi à établir les priorités pour le reste du projet.

Une séance d'une demi-journée visant à présenter des infos provenant de la Commission canadienne pour l'UNESCO a également été ajoutée à l'activité. Stan Boychuck, président du Comité canadien du MAB, et Dominique Potvin, chargée de programme, Sciences naturelles, ont informé les participants des derniers développements touchant le MAB. Ils ont notamment traité de la réunion EuroMAB 2013, des nouvelles lignes directrices et des processus concernant les examens périodiques au Canada, des nouvelles lignes directrices sur l'utilisation du logo mixte de l'UNESCO et des mécanismes généraux de communication. Deux représentants de la réserve de biosphère de Rhön (Allemagne) ont également participé au lancement officiel d'une brochure sur leur collaboration de longue date avec les réserves canadiennes de biosphère.

Avec le soutien de la Commission, l'Association canadienne des réserves de la biosphère a été en mesure de faire coïncider son Assemblée générale annuelle avec cette réunion. Le Comité canadien du MAB s'est également réuni le 26 septembre pour entendre un exposé sur la proposition d'une réserve de biosphère par « Beaver Hills Initiative ».

### LE 10<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DE LA RÉSERVE DE LA BIOSPHERE DE L'ARCHE DE FRONTENAC

En octobre, environ 150 personnes ont célébré le 10<sup>e</sup> anniversaire du réseau de la réserve de la biosphère de l'Arche de Frontenac (BAF) au Gananoque Firehall Theatre (Ontario). L'événement a été marqué par le lancement d'une vidéo sur la BAF qui relate les grandes réalisations accomplies par réseautage par les organismes de conservation du patrimoine historique et naturel, les groupes de développement économique et social et les communautés éducatives et scientifiques de cette région du sud-est de l'Ontario. Des cartes touris-

tiques des « arts dans l'Arche », des producteurs locaux d'aliments, des parcours canotables et des sentiers de randonnée pédestre figurent parmi les documents élaborés par la BAF qui ont été présentés lors de la célébration [www.fabr.ca](http://www.fabr.ca).

Dominique Potvin, chargée de programme, Sciences naturelles et représentante de la Commission, a prononcé le discours d'ouverture sur les contributions des réserves de la biosphère au Canada et sur les perspectives d'avenir du réseau mondial. La célébration a permis de mieux faire connaître le programme de la BAF et de renforcer le soutien aux activités à venir, dont l'organisation de l'EuroMAB 2013.

### EuroMAB 2013

EuroMAB – le Réseau européen des réserves de biosphère et des comités nationaux du MAB – est le plus important et le plus ancien des réseaux régionaux du MAB. Il est composé de 52 pays, dont le Canada et les États-Unis, et de 284 réserves de biosphère. Les réunions de l'EuroMAB ont eu lieu tous les deux ans environ depuis 1986.

EuroMAB est composé de 52 pays, dont le Canada et les États-Unis, et de 284 réserves de biosphère.

En 2009, la réserve de biosphère de Charlevoix et l'Association canadienne des réserves de la biosphère ont manifesté leur intérêt pour l'organisation de l'EuroMAB 2013. Cette proposition, soutenue par la Commission et par l'ambassadeur du Canada et délégué permanent auprès de l'UNESCO, Jean-Pierre Blackburn, a été acceptée par l'UNESCO en 2011.

Mais depuis, la réserve de biosphère de Charlevoix a retiré son offre d'accueillir la manifestation, car elle manquait des ressources nécessaires. En réponse aux pressions de la communauté MAB internationale et canadienne pour maintenir la tenue de l'EuroMAB 2013 au Canada, la Commission, en étroite collaboration avec l'Association canadienne des réserves de la biosphère, le ministère des Relations internationales du Québec, le Comité canadien du MAB et avec la participation d'Yves Gagnon, un membre du Comité exécutif de la Commission, a fait des efforts considérables pour y parvenir.

Un appel de propositions pour accueillir l'EuroMAB 2013 a été envoyé à toutes les réserves de biosphère du Canada en octobre 2012. Un groupe de travail composé de représentants de l'Association canadienne des réserves de la biosphère, de la Commission, de son comité MAB et de l'UNESCO a examiné les propositions reçues afin de déterminer le meilleur lieu pour la réunion. La décision unanime a été de tenir la réunion dans la réserve de biosphère de l'Arche de Frontenac en octobre 2013.



## COALITION CANADIENNE DES MUNICIPALITÉS CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION

### PRATIQUES EXEMPLAIRES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE RACISME

En 2012, l'UNESCO a publié *Combattre le racisme et la discrimination : recenser et diffuser les pratiques exemplaires au sein de la Coalition internationale des villes contre le racisme (CIVCR)*. Le rapport renferme les pratiques exemplaires relevées par la Coalition internationale qui sont également présentées sur le site Web de la CIVCR.

L'expertise et le dynamisme des municipalités signataires de la Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination (CCMRD) ressortent de cette publication. Sur un total de 38 villes membres de la Coalition internationale présentées dans le rapport, 9 sont membres de la CCMRD : Calgary, Gatineau, Halifax, Lethbridge, Montréal, Saskatoon, Thunder Bay, Toronto et Vancouver.

## SITES DU PATRIMOINE MONDIAL

### DÉSIGNATION DU PAYSAGE DE GRAND-PRÉ

Lors de la 36<sup>e</sup> session du Comité du patrimoine mondial qui a eu lieu à Saint-Petersbourg (Russie), en juin et juillet derniers, le paysage de Grand-Pré a été désigné comme le 16<sup>e</sup> site du patrimoine mondial du Canada, et le 3<sup>e</sup> en Nouvelle-Écosse.

Le paysage de Grand-Pré est formé de sites archéologiques datant du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, de paysages culturels et de lieux commémoratifs du peuple acadien. Il est surtout associé au mode de vie acadien, notamment les marais poldérisés repris à la mer par les Acadiens. Le paysage est considéré comme un exemple exceptionnel de l'adaptation des premiers colons européens aux conditions de la côte Atlantique nord-américaine. Le site, caractérisé par les amplitudes de marées les plus importantes de la planète (moyenne de 11,6 m), est également inscrit comme mémorial

au mode de vie et à la déportation des Acadiens, connue sous le nom de *Grand dérangement*, qui a débuté en 1755, et à la revitalisation ultérieure de la société acadienne.



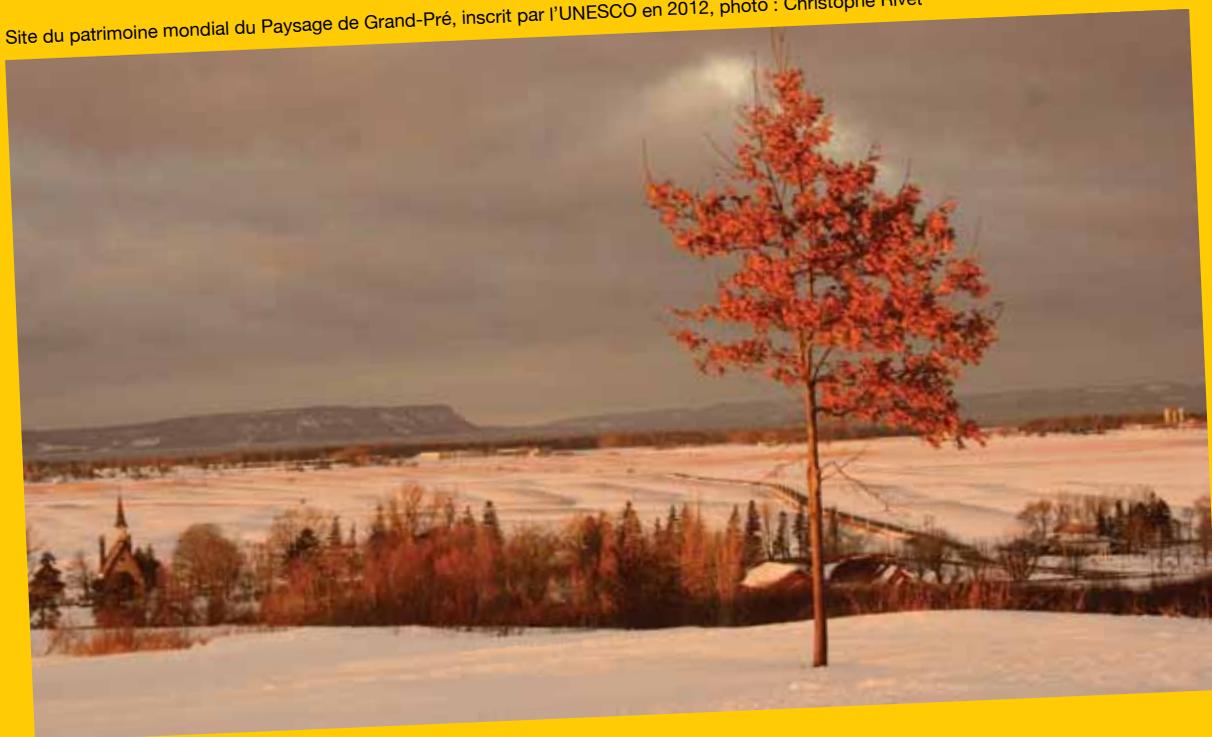
Convention du patrimoine mondial

### 40<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DE LA CONVENTION DU PATRIMOINE MONDIAL

La Commission a collaboré avec Parcs Canada, tous les directeurs des sites du patrimoine mondial au Canada, les gouvernements provinciaux et territoriaux, et plusieurs organismes civils, à l'élaboration d'un plan-cadre constitué d'un certain nombre d'activités nationales de célébration et de commémoration du 40<sup>e</sup> anniversaire de la *Convention du patrimoine mondial* au Canada.

Parcs Canada est l'agence responsable de l'application de la Convention du patrimoine mondial au Canada

Site du patrimoine mondial du Paysage de Grand-Pré, inscrit par l'UNESCO en 2012, photo : Christophe Rivet



## JOURNÉE INTERNATIONALE DES MONUMENTS ET DES SITES

La Journée internationale des monuments et des sites, placée sous le thème du Patrimoine mondial, a été célébrée le 18 avril. Le Festival du canal Rideau a profité de l'occasion pour commémorer, en collaboration avec la Commission, deux dates marquantes de l'histoire du canal : le 5<sup>e</sup> anniversaire de sa désignation comme site du patrimoine mondial de l'UNESCO et le 180<sup>e</sup> anniversaire de sa construction. Pour l'occasion, Larry Ostola, vice-président, Direction générale de la conservation et de la commémoration du patrimoine de Parcs Canada, a lu un message du ministre de l'Environnement et ministre responsable de Parcs Canada, Peter Kent, invitant tous les Canadiens à visiter les sites du patrimoine mondial au Canada.

Plusieurs activités spéciales ont été organisées dans le cadre des festivités : une exposition de toiles de Gilles Pelletier représentant les 16 sites du patrimoine mondial au Canada, une distribution de cadeaux, sous forme de peintures réalisées par des étudiants

d'une école d'Ottawa, aux personnalités présentes et la remise du prix annuel du patrimoine mondial du Festival du canal Rideau à Christina Cameron, vice-présidente de la Commission, pour ses nombreuses contributions dans le domaine du patrimoine et de la conservation au Canada.

## 25<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DU CENTRE D'INTERPRÉTATION DU PRÉCIPICE À BISONS HEAD-SMASHED-IN, SITE DU PATRIMOINE MONDIAL

Situé dans le sud de l'Alberta, Head-Smashed-In est l'un des précipices à bisons les plus anciens, les plus étendus et les mieux préservés au monde. Il a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1981. Cette année, ce site du patrimoine mondial célèbre à la fois le 25<sup>e</sup> anniversaire de son centre d'interprétation maintes fois primé et le 40<sup>e</sup> anniversaire de la Convention du patrimoine mondial (1972).

Le 25 juillet, l'équipe du 40<sup>e</sup> anniversaire de la Convention a organisé une journée festive pour le dévoile-



Canal Rideau, photo de Laura Prazeres



M. Axel Meisen avec les représentants de la confédération Blackfoot  
Photo : Frank McTighe, The Macleod Gazette

ment d'une plaque de bronze avec un texte en anglais, en français et dans la langue des Pieds-Noirs afin de commémorer la Convention du patrimoine mondial. Ce fut une journée de tambours et de danse, marquée notamment par la présence de l'artiste renommé de la danse du cerceau, Dallas Arcand. On a également procédé à l'ouverture officielle d'une nouvelle exposition extérieure sur la Place du patrimoine mondial où les visiteurs peuvent en apprendre davantage sur la Convention du patrimoine mondial et sur les 16 sites canadiens actuellement inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. M. Axel Meisen, président de la Commission, a traité de la situation des sites du patrimoine mondial au Canada et dans le monde, et a rendu hommage aux représentants de la Confédération des Pieds-Noirs, aux collectivités locales et à la province de l'Alberta pour la gestion du site.

### CONCOURS DE PHOTOGRAPHIES DU CANADIAN GEOGRAPHIC

La revue *Canadian Geographic* et Parcs Canada, en collaboration avec la Commission, ont organisé un concours de photographies intitulé « World Views: Think Global, Shoot Local » célébrant

les 16 sites du patrimoine mondial au Canada. Prévu pour être l'activité centrale des célébrations au Canada du 40<sup>e</sup> anniversaire de la Convention du patrimoine mondial, le concours a reçu plus de 700 photos qui représentent la quasi-totalité des sites au Canada.

Mme Kirsty Goss a remporté le premier prix avec une photo de sa fille au lac Minnewanka au parc national Banff. Le prix lui a été remis lors du souper annuel du Collège des « fellows » organisé par la Société géographique royale du Canada, le 7 novembre dernier. Les photos gagnantes ont été publiées dans le numéro de novembre de *Canadian Geographic* et sur le site Web de la revue.





## RESEAU CANADIEN DES ÉCOLES ASSOCIÉES DE L'UNESCO

### COMITÉ NATIONAL DE COORDINATION

Le Réseau des écoles associées de l'UNESCO (réSEAU) regroupe des établissements scolaires déterminés à promouvoir et à donner une éducation de qualité pour tous, dans un idéal de paix, de liberté, de justice et de développement humain pour un avenir durable. Le réseau canadien est coordonné avec l'aide du Comité de coordination nationale du réSEAU, dirigé par Marie-Christine Lecompte, coordonnatrice nationale du réSEAU, et présidé par Robert Mazzotta de l'Association des enseignants de l'Alberta et coordonnateur provincial du Réseau des écoles associées de l'UNESCO en Alberta. Le Comité est également composé des coordonnateurs provinciaux du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, du Québec et de la Saskatchewan.

Le rôle principal du Comité est d'examiner les grandes orientations du réseau, notamment les priorités pour les écoles canadiennes au cours de l'année à venir, et de voir à l'élaboration d'approches visant à renforcer le réseau. Les activités à cet égard comprennent la normalisation des formulaires et processus nationaux, l'adoption d'une version révisée du nouveau logo du réSEAU canadien et l'élaboration d'un énoncé de vision. Le Comité poursuit son travail sur des stratégies de croissance et de communication, et la réalisation de partenariats avec des organisations susceptibles de profiter aux écoles du réseau.

### CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES ÉTUDIANTS : APPRENDRE À CHANGER NOTRE MONDE EN- SEMBLE (WINNIPEG)

La Conférence internationale des étudiants du réSEAU de l'UNESCO a accueilli les participants canadiens et internationaux à l'Université de

Winnipeg (Manitoba), du 10 au 13 décembre 2012. La conférence, intitulée « Apprendre à changer notre monde ensemble », avait pour principal objectif de promouvoir l'éducation sur la citoyenneté démocratique et sur les droits de la personne. Après des ateliers réussis en Israël et en Allemagne, ce fut au tour de la Commission d'accueillir la troisième et dernière étape de ce projet trinational du réSEAU. La conférence a permis de réunir plus de 300 élèves et enseignants du Canada, de l'Allemagne et des États-Unis dans un dialogue interculturel et transformationnel qui espère-t-on favorisera les actions individuelles et collectives contribuant à une culture mondiale de la paix et des droits de la personne.

Lors de la cérémonie d'ouverture, Malala Yousufzai, une jeune Pakistanaise, ardente défenseure de l'éducation pour les filles a été honorée. Il s'agit de la jeune fille qui a été blessée par balle par les talbans simplement parce qu'elle faisait valoir son droit à l'éducation. M<sup>me</sup> Nancy Allan, ministre de l'Éducation du Manitoba, M. Lloyd Axworthy, recteur de l'Université de Winnipeg, et le secrétaire général de la Commission se sont adressés aux étudiants et enseignants au cours de la cérémonie d'ouverture.

Les étudiants, enseignants et invités ont abordé des thèmes liés à l'identité,

Les étudiants, enseignants et invités ont abordé des thèmes liés à l'identité, à la diversité, aux visions du monde, à la liberté et à l'égalité ainsi qu'à la liberté d'expression et d'opinion.

à la diversité, aux visions du monde, à la liberté et à l'égalité ainsi qu'à la liberté d'expression et d'opinion. Les sujets connexes comprenaient notamment les droits des peuples autochtones, des réfugiés et des immigrants, la traite d'êtres humains, les droits des personnes handicapées, l'éducation pour tous ainsi que les médias. Les étudiants se sont servis d'études de cas pour aborder divers sujets, en plus de participer à différentes activités, dont une pièce interactive dirigée par le Programme d'amélioration scolaire du Manitoba. Ils ont également visité l'exposition de caricatures éditoriales intitulée « La liberté d'expression à grands traits » et ont participé à

une soirée cinéma sur le thème des droits de la personne au Musée des beaux-arts de Winnipeg. Un atelier de formation sur l'éducation aux droits de la personne était également offert aux enseignants participants.

Le Groupe consultatif jeunesse (GCJ) de la Commission a activement participé à cette manifestation : 11 membres ont fait office de facilitateurs de groupe, l'un a donné une présentation et un autre a agi à titre de maître de cérémonie.

Cette activité a été rendue possible grâce au travail considérable du Comité de planification basé à Winnipeg et au soutien financier de la Commission. Le Comité, présidé par Estelle Lamoureux, était composé de nombreux bénévoles, dont deux membres du Groupe consultatif jeunesse de Winnipeg et plusieurs membres du réseau des écoles associées de l'UNESCO du Manitoba.

## CONFÉRENCE JEUNESSE DES NATIONS UNIES SUR LES DROITS DE L'HOMME, NEW YORK (ÉTATS-UNIS)

Organisée chaque année par le Département de l'information des Nations Unies, la Conférence jeunesse 2012 sur les droits de l'homme a eu lieu au siège des Nations Unies à New York du 5 au 7 décembre. Elle avait pour thème « Vers l'avenir que nous voulons : un monde meilleur grâce aux droits de l'homme ». Depuis cinq ans, les écoles associées de l'UNESCO au Canada y prennent part grâce au soutien financier de la Commission. Cette année, 12 élèves d'écoles associées situées en Alberta, au Manitoba, au Québec et en Saskatchewan y ont participé, en compagnie de 300 élèves de partout aux États-Unis.



Conférence étudiante, « Apprendre ensemble à changer notre monde »



HAUT: Enseignants du réseau de l'UNESCO, Winnipeg.

BAS: Étudiants du réseau de l'UNESCO, Winnipeg, rendant hommage à Malala Yousafzai

## PARTENARIAT ÉQUITAS — RÉSEAU DES ÉCOLES ASSOCIÉES DE L'ALBERTA

Le 23 août, 11 personnes provenant de 3 écoles de l'Alberta (Deer Meadow Middle School et Olds High School à Olds, et Queen Elizabeth High School à Edmonton) ont pris part à une séance de perfectionnement professionnel parrainée par l'Association des enseignants de l'Alberta au nom du Réseau des écoles associées de l'UNESCO en Alberta. La rencontre a eu lieu à l'école secondaire d'Olds en Alberta. Elle a été animée par l'OSBL Équitas – Centre international d'éducation aux droits de l'homme qui fait la promotion de l'égalité, de la justice sociale et du respect de la dignité humaine par le biais de programmes d'éducation novateurs au Canada et dans le monde entier. On a remis et présenté aux participants la trousse *Parlons Droits*, préparée par Équitas, qui comprend des informations sur les concepts et les valeurs des droits de la personne ainsi que des activités thématiques et d'introduction, et des liens vers d'autres sources utiles. Cette trousse a été conçue pour aider les personnel enseignants et toute personne travaillant auprès des jeunes à intégrer les concepts des droits de la personne aux programmes scolaires et aux activités destinées aux jeunes.

Équitas fera un suivi auprès des participants au printemps 2013 pour obtenir des commentaires sur la façon dont ils ont utilisé la trousse dans leurs classes. Cette séance a servi de projet pilote pour le Réseau des écoles associées au Canada en vue d'établir des partenariats avantageux avec des organismes pour les écoles du réseau.

## TROUSSE SUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Le Secteur de la communication et de l'information de l'UNESCO a lancé dernièrement une trousse sur la liberté d'expression destinée aux élèves du secondaire et aux étudiants du premier cycle universitaire. En 2012, quatre écoles du réseau au Canada ont été invitées à évaluer la trousse. En guise d'activité de suivi, la Commission, de concert avec le Centre for Global Education de la Queen Elizabeth High School (Alberta), a organisé

une conférence Web afin de mettre les écoles participantes en contact avec un membre du personnel de la Division pour la liberté d'expression et le développement des médias au Secrétariat de l'UNESCO à Paris.

Les élèves et les enseignants participants ainsi que la chargée de programme, Communication et information, et la coordonnatrice nationale du réseau de la Commission ont pris part à une vidéoconférence d'une heure sur l'appréciation de la trousse dans les classes et sur les projets connexes qui pourraient en découler. Il a également été question des activités futures de la Division pour la liberté d'expression et le développement des médias de l'UNESCO.

## GROUPE CONSULTATIF JEUNESSE (GCJ)

### FESTIVAL DU CANAL RIDEAU

Depuis son lancement en 2008, le Festival du canal Rideau présente le programme *Brancher les enfants avec le Patrimoine mondial*, qui permet aux enfants de comprendre pourquoi le canal Rideau est un site du Patrimoine mondial. Le programme se concentre sur deux principes de la Convention du patrimoine mondial – d'une part la promotion des sites patrimoniaux



Un membre du GCJ, festival du canal Rideau,  
photo: Laura Prazeres

La Commission a soutenu le camp de jour du Patrimoine mondial, un programme destiné aux élèves de 4 à 9 ans offert dans le cadre du programme Brancher les enfants avec le Patrimoine mondial.

a soutenu le camp de jour du Patrimoine mondial, un programme destiné aux élèves de 4 à 9 ans offert dans le cadre du programme *Brancher les enfants avec le Patrimoine mondial*. De plus, deux des membres du Groupe consultatif jeunesse de la Commission à Ottawa ont organisé un kiosque pendant cette manifestation pour informer les passants sur les sites canadiens du Patrimoine mondial et sur la Commission.

et culturels, et d'autre part leur conservation et leur préservation. Cette année,

la Commission

## GROUPE CONSULTATIF JEUNESSE DU MANITOBA

Les 7 et 8 août dernier, deux membres du Groupe consultatif jeunesse du Manitoba et M. Eli Enns, conseiller du Comité canadien du MAB et cofondateur du parc tribal Tla-o-qui-aht, ont organisé un voyage à la réserve de biosphère du Mont-Riding au Manitoba. L'objectif de cette visite était d'informer les jeunes sur cette réserve de biosphère et sur le rôle général des réserves de biosphère de l'UNESCO. Les jeunes visiteurs ont rencontré le directeur de la réserve de biosphère, des représentants de Parcs Canada et d'autres intervenants locaux pour discuter des projets actuels, des réussites et des défis qui les attendent.

Le GCJ du Manitoba et la réserve de biosphère ont convenu de collaborer à la création de synergies et d'occasions d'apprentissage mutuellement bénéfiques, et ont envisagé d'étendre leur relation à d'autres réseaux de l'UNESCO au Manitoba.



Visite de membres du GCJ du Manitoba à la réserve de la biosphère Riding Mountain, août 2012, photo : Megan Prydun

# Prix et récompenses

## EXPO-SCIENCES PANCANADIENNE 2012

L'Expo-sciences pancanadienne (ESPC), organisée par la Fondation Sciences jeunesse Canada, est l'activité parascolaire pour les jeunes sur la science et la technologie la plus importante au pays. Chaque année, elle réunit environ 450 des meilleurs jeunes scientifiques sélectionnés dans près de 100 expositions régionales de science et technologie tenues partout au Canada. Cette année, la manifestation a eu lieu à Charlotte-town, à (l'Î.-P.-É.), du 12 au 19 mai.

La Commission finançait de nouveau le Prix de la Commission canadienne pour l'UNESCO pour la science au service de la paix et du développement décerné à un projet scientifique exceptionnel au service de l'humanité (notamment les besoins humains fondamentaux, l'environnement et le développement durable, la paix et

L'Expo-sciences pancanadienne (ESPC) réunit environ 450 des meilleurs jeunes scientifiques sélectionnés dans près de 100 expositions régionales de science et technologie tenues partout au Canada.

la résolution des conflits, l'éducation scientifique, les politiques scientifiques et l'éthique des sciences). Yassine Bouanane, de Laval au Québec, a remporté une médaille d'or, le Senior Energy Challenge Award (prix du défi énergétique), le Prix de la Commission canadienne pour l'UNESCO, ainsi que des bourses de début d'études dans cinq universités canadiennes. Son projet, « Soleil, où es-tu? », consiste à mettre au point un système qui oriente automatiquement les panneaux solaires perpendiculairement au soleil afin de maximiser leur rendement énergétique. Le dispositif de Yassine Bouanane fournit 36,5 % plus d'énergie qu'un panneau solaire régulier dans les mêmes conditions. Le prix a été présenté par la profes-

seure Françoise Baylis, membre de la commission sectorielle de la Commission sur les Sciences naturelles, Sociales et humaines, qui était aussi juge invitée.

Le prix de la Commission permettra à Yassine Bouanane de participer à la 14<sup>e</sup> édition de l'Expo-sciences internationale du MILSET qui se tiendra à Abou Dhabi (Émirats Arabes Unis) en septembre 2013. L'Expo-sciences internationale est un événement bisannuel organisé par le MILSET (Mouvement international pour le loisir scientifique et technique) qui rassemble des jeunes de plus de 75 pays. Les Expo-sciences permettent aux participants d'échanger des idées et de comparer leurs projets, en plus d'inculquer aux jeunes une culture des sciences qui favorise le réseautage et la collaboration.

Un mois après l'Expo-sciences pancanadienne, M. Bouanane a été choisi pour faire partie des quinze finalistes mondiaux de la deuxième édition de l'Expo-sciences Google. À ce titre, il s'est rendu au siège social de Google à Mountain View (Californie) où il a présenté son projet devant un jury de scientifiques, d'innovateurs, de chercheurs et d'entrepreneurs reconnus du monde entier.

## 10<sup>e</sup> CÉRÉMONIE DE REMISE DES PRIX CANADIENS L'ORÉAL- UNESCO POUR LES FEMMES ET LA SCIENCE, OTTAWA

Depuis 1998, L'Oréal et l'UNESCO travaillent de concert pour atteindre leur objectif commun de promotion des femmes dans les sciences. Cette année, la 10<sup>e</sup> cérémonie de remise des prix canadiens L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science a eu lieu le 22 novembre à l'ambassade de France à Ottawa. Le secrétaire général a représenté la Commission et a souligné l'engagement de l'UNESCO envers la science, l'égalité des genres et l'inclusion.





Son Excellence Philippe Zeller, Ambassadeur de France au Canada, Joshua Leon, doyen de la Faculté d'ingénierie de l'Université Dalhousie, David A. Walden, secrétaire général, Commission canadienne pour l'UNESCO, L'honorable Rona Ambrose, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et ministre de la Condition féminine, Célia Jeronimo, Laboratoire Chromatine et expression du génome, Institut de recherches cliniques de Montréal, Lauréates : Jennifer E. Bruin, Emily Choy, Grace Murphy, Delphine Senicourt, division des Affaires scientifiques chez L'Oréal Canada, Jennifer Flanagan, présidente et directrice générale d'Actua, Javier San Juan, président-directeur général, L'Oréal Canada

D'une valeur de 20 000 \$ chacune, les bourses d'excellence en recherche attribuées à des femmes scientifiques qui dirigent des projets de recherches postdoctorales exceptionnels en sciences de la vie ont été décernées à Jennifer Bruin, Ph. D., boursière de recherche postdoctorale, Département des sciences cellulaires et physiologiques, groupe de recherche sur le diabète, Université de la Colombie-Britannique, et Célia Jeronimo, Ph. D., boursière de recherche postdoctorale, unité de recherche sur la chromatine et l'expression du génome, Institut de recherches cliniques de Montréal.

Des bourses Mentorat de 5 000 \$ chacune, destinées à alimenter la passion pour les

au doctorat, Département de biologie, Université Dalhousie.

Les témoignages apportés aux participantes par des lauréates internationales des prix L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science qui ont effectué une partie de leurs recherches dans les universités canadiennes en 2012 ont confirmé la passion, la détermination et les défis communs des femmes scientifiques dans le monde. Grâce à cet événement, plus de 100 invités issus des milieux diplomatiques, universitaires, politiques et scientifiques en ont appris davantage sur le travail de l'UNESCO et ont célébré la contribution des scientifiques canadiennes.

Grâce à cet événement, plus de 100 invités issus des milieux diplomatiques, universitaires, politiques et scientifiques en ont appris davantage sur le travail de l'UNESCO et ont célébré la contribution des scientifiques canadiennes.

sciences chez les jeunes filles de 6 à 17 ans, ont également été remises à Emily Choy, candidate au doctorat, Département des sciences biologiques, Université du Manitoba et à Grace Murphy, candidate

# Journées, semaines, années internationales/mondiales

## JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE, LE 3 MAI

La Journée mondiale de la liberté de la presse a été célébrée le 3 mai lors d'un déjeuner à Ottawa. Cette année, le Prix de la liberté de presse a été remis à la Canadian Science Writers Association et l'Association des communicateurs scientifiques du Québec (ACS) pour avoir rapporté les restrictions du gouvernement fédéral à l'égard des scientifiques fédéraux, empêchant ou retardant la libre communication de la science publique dans les médias. Le prix est remis chaque année par le Comité canadien pour la liberté de presse mondiale (CCLPM) à une personne ou un groupe qui a défendu ou fait progresser la cause de la liberté d'expression. Le prix s'accompagne d'une bourse de 2 000 \$ et d'un certificat décerné par la Commission canadienne pour l'UNESCO.

Cette année, le CCLPM a également présenté deux mentions honorables en matière de liberté de la presse. La première a été remise à Alain Gravel, animateur de l'émission *Enquête* diffusée à Radio-Canada, qui a mené un reportage sur l'actuel scandale dans le secteur de la construction au Québec dans lequel il dénonçait



Alain Gravel, animateur de l'émission « Enquête » à Radio-Canada, a reçu une mention honorable en matière de liberté de la presse.

l'implication présumée de la mafia. L'autre a été remise à la Commission canadienne pour l'UNESCO et au caricaturiste politique Guy Badaeux pour l'organisation d'une exposition itinérante de dessins éditoriaux internationaux intitulée *La liberté d'expression à grands traits*.

Plus de 300 dessins éditoriaux provenant de 40 pays ont été soumis dans le cadre du 12<sup>e</sup> Concours international de dessin éditorial qui avait pour thème « Le pouvoir au peuple : les citoyens et les médias sociaux ». Le premier prix a été décerné à la caricaturiste Liza França du Brésil. Les deuxième et troisième prix ont été respectivement remis à Riber Hansson de la Suède et à Hicabi Demirci de la Turquie.

## JOURNÉE MONDIALE DES ENSEIGNANTS, 5 OCTOBRE

Lors de la Journée mondiale des enseignants, la Commission a participé à « Parole d'enseignants – une exploration des pratiques exemplaires et des démarches novatrices en enseignement », en présence des lauréats nationaux 2012 des Prix du premier ministre pour l'excellence dans l'enseignement et l'excellence en éducation de la petite enfance. Les conférenciers étaient Catherine Clark, animatrice de *Beyond Politics*, le secrétaire général et Robert Thirsk, astronaute canadien et vice-président des Instituts de recherche en santé. En l'absence de M. Walden, Katherine Berg, conseillère spéciale auprès du secrétaire général, a lu son message de félicitations aux lauréats qui soulignait que les enseignants ont besoin du soutien de leur collectivité pour s'acquitter de leurs responsabilités envers leurs élèves. Après les exposés des conférenciers, des débats avec les enseignants ont eu lieu sur différents thèmes : l'éducation de la petite enfance, bâtir des ponts entre

les écoles et les collectivités, motiver les élèves, innover en matière de programmation. Élisabeth Barot, chargée de programme, Éducation, et Angèle Cyr, chargée des Affaires publiques, ont également participé à la manifestation.

### JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FILLE, 11 OCTOBRE

L'Association canadienne pour les Nations Unies (ACNU), avec le soutien de la Commission, a organisé à Ottawa le lancement de la Journée internationale de la fille, désignée par les Nations Unies le 11 octobre de chaque année depuis 2012. Le gouvernement du Canada, sous l'égide de l'honorable Rona Ambrose, ministre responsable de la Condition féminine, a dirigé les efforts internationaux menés avec l'appui important du Pérou et de la Turquie, pour que cette journée soit adoptée dans le monde entier. Le but de cette journée internationale, comme l'indique la résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2011, est de reconnaître les droits des filles dans le monde entier et de souligner les défis uniques qu'elles ont à relever.

Une centaine de personnes ont assisté à l'activité au Centre national des Arts. La sénatrice Salma Atallahjan, qui représentait l'honorable Rona Ambrose, a souligné la nécessité de déployer des efforts internationaux afin de permettre aux filles de réaliser leur plein potentiel. Leurs combats avaient été tragiquement soulignés deux jours plus tôt par l'attaque menée contre Malala Yousufzai, une jeune Pakistanaise blessée par balle pour avoir défendu le droit des filles à l'éducation. La sénatrice Atallahjan vient de la même région du Pakistan que Malala, ce qui ajoutait une dimension particulière à ses propos.

Un groupe d'élèves des écoles secondaires de la région d'Ottawa-Carleton ont lu une déclaration des jeunes exprimant leur engagement envers l'égalité des sexes et la sensibilisation aux droits fondamentaux de la personne et à la liberté d'expression. Parmi les autres orateurs, soulignons la présence de Landon Pearson,

ancien sénateur et ardent défenseur des droits de l'enfant, de Robert Fox, directeur général d'Oxfam Canada, et de Monique Brand, ancienne stagiaire du Programme de placement professionnel de l'ACNU auprès de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés en Inde et de l'UNICEF en Namibie. Katherine Berg, conseillère spéciale auprès du secrétaire général, représentait la Commission.



Photo : ONF

### JOURNÉE MONDIALE DU PATRIMOINE AUDIOVISUEL, 27 OCTOBRE

Pour commémorer la Journée mondiale du patrimoine audiovisuel, la Commission a produit une vidéo présentant un message de Marcel Caya, président du Comité ad hoc canadien de la Mémoire du monde, qui souligne le besoin urgent de préserver le patrimoine audiovisuel avant qu'il ne disparaisse. Les experts estiment qu'il nous reste de 10 à 15 ans pour convertir en numérique le patrimoine audiovisuel, sans quoi il sera perdu. Cette année, la Journée mondiale du patrimoine audiovisuel se déroulait sous le thème « La mémoire du patrimoine audiovisuel? Le temps est compté. »

Le message de M. Caya, filmé dans les voûtes de la Cinémathèque québécoise à Montréal, a par la suite été diffusé sur les sites YouTube du Conseil des arts et de la Commission.

## JOURNÉE MONDIALE DE LA PHILOSOPHIE, 15 NOVEMBRE

La Journée mondiale de la philosophie, célébrée tous les troisièmes jeudis de novembre, représente un moment important pour l'UNESCO, car la philosophie jette les bases conceptuelles des principes et des valeurs dont dépend la paix mondiale. De plus, cette journée consolide le mandat de l'organisation : démocratie, droits de la personne, justice et égalité, alors que différents établissements d'enseignement organisent chaque année de nombreux événements et activités au Canada pour souligner cette journée. En 2012, la Journée mondiale de la philosophie avait pour thème « Les générations futures ».

La Traversée, une organisation qui coordonne un programme de prévention de la violence et qui enseigne la philosophie aux enfants, a organisé plusieurs activités afin de marquer cette journée. Une de ces activités a consisté à préparer plus de 5 000 enfants de 20 écoles de la Commission scolaire Marie-Victorin (Montréal) à prendre part à son programme en lisant un ouvrage consacré à la paix. Les questions des jeunes lecteurs ont ensuite fait l'objet d'une discussion en classe lors de la Journée mondiale de la philosophie. Ces activités, qui ont permis aux enfants de participer activement aux efforts visant à les sensibiliser davantage à l'importance de leurs gestes et au développement des valeurs de justice sociale, ont constitué un excellent complément au thème « Les générations futures ».

Le 15 novembre, La Traversée a organisé un débat d'experts consacré à la prévention de la violence et à l'enseignement de la philosophie aux enfants afin de combattre la violence et de favoriser une culture axée sur la paix. Josiane Boulad-Ayoud, titulaire de la Chaire UNESCO d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique, comptait parmi les experts présents en plus d'avoir aidé La Traversée à organiser la journée en coopération avec la Commission scolaire Marie-Victorin et la Commission.

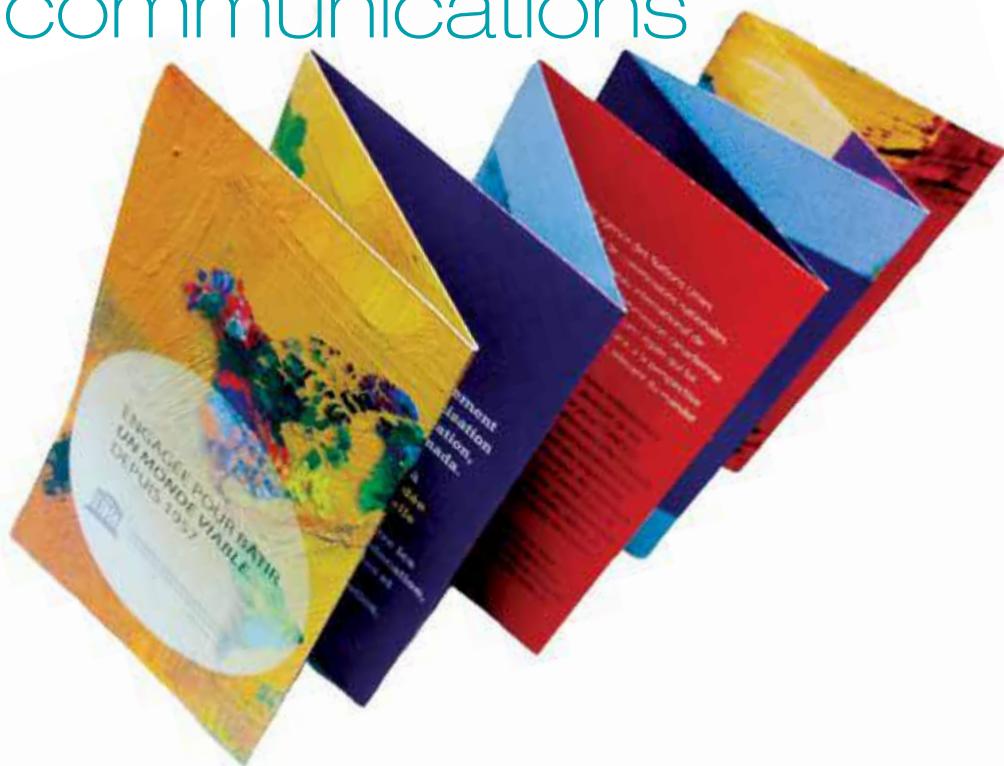
Au cours des 10 dernières années, près de 500 journalistes ont été tués, dont la plupart n'étaient pas des journalistes de guerre ou des victimes de feux croisés, on les a plutôt assassinés de façon délibérée, souvent en guise de représailles à leur travail de journalisme d'enquête.

## JOURNÉE MONDIALE CONTRE L'IMPUNITÉ POUR DES CRIMES CONTRE LES JOURNALISTES, 23 NOVEMBRE

La Commission et le Comité canadien pour la liberté de la presse mondiale ont organisé à Ottawa un événement afin de remercier les partisans de la Journée mondiale de la liberté de presse et pour commémorer la Journée mondiale contre l'impunité pour des crimes contre les journalistes. Lors de cet événement, on en a profité pour présenter aux quelque 30 participants le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, que le Conseil des Chefs de secrétariats des Nations Unies ont adopté le 12 avril.

Au cours des 10 dernières années, près de 500 journalistes ont été tués, dont la plupart n'étaient pas des journalistes de guerre ou des victimes de feux croisés, on les a plutôt assassinés de façon délibérée, souvent en guise de représailles à leur travail de journalisme d'enquête.

# Affaires publiques/ communications



38

Cette année, la Commission a mis sur pied plusieurs initiatives de communications dans le but de favoriser le soutien des valeurs de l'UNESCO, de mobiliser activement la population en général et d'accroître la synergie entre ses partenaires et avec ces derniers.

## CRÉER UN SITE WEB PLUS DYNAMIQUE POUR LA COMMISSION

Il s'agit là d'un processus à long terme qui comporte plusieurs étapes. La première, qui vient de se terminer, visait à revampier la page d'accueil en y incluant plus d'éléments visuels, comme des images et des vidéos. La deuxième étape, qui est en cours, consiste à reformuler les textes, et ce, dans le contexte de la culture du Web 2.0, soit dans un style moins linéaire et plus intuitif. La troisième étape, qui aura lieu en 2013, consiste en une refonte intégrale de l'architecture du site et l'élaboration d'un concept renouvelé pour le texte et le contenu visuel.



## UTILISATION DES MÉDIAS SOCIAUX

En juillet, le secrétaire général publiait un billet intitulé « L'œuf ou la poule : Le Conseil des arts et la Commission canadienne pour l'UNESCO » sur le blogue du Conseil des arts. La Commission a également organisé un espace réservé aux gazouillis (Tweets) à l'occasion de sa 52<sup>e</sup> assemblée générale annuelle qui avait lieu en mai et qui a permis aux membres d'échanger des commentaires au sujet des discussions et des présentations consacrées aux programmes. La Commission fait maintenant un usage régulier de Twitter dans le but de promouvoir ses activités, sans compter qu'elle contribue de manière régulière à la page Facebook du Conseil des arts. Le plan de la Commission visant à se doter de sa propre page Facebook dans un avenir prochain progresse.

## UTILISATION DE LA VIDÉO

La Commission a produit une vidéo sur la Journée mondiale du patrimoine audiovisuel qui est disponible sur son site Web, sur YouTube, sur Twitter et sur la page Facebook du Conseil des arts, ainsi qu'auprès de nombreux organismes d'arts médiatiques.

À l'occasion de la visite au Canada de Wendy Watson-Wright, sous-directrice générale de l'UNESCO et secrétaire exécutive de sa Commission océanographique internationale (COI), la Commission a réalisé une vidéo de sa présentation qui s'intitule « Un océan de possibilités : Le point de vue de l'ONU sur les occasions qui s'offrent au Canada d'exercer son leadership », qu'on peut voir sur YouTube et sur le site Web de la Commission.

Nous avons également tenu notre première « réunion virtuelle » des commissions sectorielles pendant laquelle le secrétaire général a fait un exposé sur l'élaboration de la stratégie à moyen terme de l'UNESCO, 2014-2021 et sur son Programme et budget 2014-2017, de même que sur les changements proposés, résultats de la prorogation de ces documents importants. La présentation a été suivie d'une séance interactive de questions et réponses. De plus, on

a également filmé la réunion qui est disponible sur le site Web de la Commission.

La Commission prépare actuellement une vidéo sur le Réseau canadien des écoles associées de l'UNESCO.

## LOGOS

Avec l'aide d'un stagiaire, la Commission a rédigé des directives pour l'utilisation du logo de la Commission par des organisations partenaires et pour les logos des différents réseaux tels que les réserves de la biosphère et le réseau des écoles associées. De plus, afin d'uniformiser et de respecter les règles établies par l'UNESCO, la Commission a refait tous les logos des réserves de la biosphère canadiennes et entreprend une réflexion sur son propre logo.

## DÉPLIANT

En août, la Commission produisait un nouveau dépliant à la fois compact et attrayante afin de décrire sa mission et sa présence au Canada. Ce dépliant renferme également une liste chronologique des principaux événements historiques de l'UNESCO d'un point de vue canadien. Au-delà de 2 000 exemplaires ont été distribués.

## WIKIPEDIA

Wikipedia compte parmi les sites Web les plus consultés au monde. Pour cette raison, la Commission a créé une page en anglais et en français dans cette encyclopédie virtuelle bien connue. Cette page renferme également plusieurs liens menant à d'autres pages contenant de l'information sur le travail de la Commission.



# Cap sur l'avenir – l'année à venir

**2013-2014 s'annonce une année chargée pour la Commission.**

*Voici certaines des principales activités :*

- Finaliser les orientations stratégiques 2013-2017 de la Commission après consultation auprès des membres de la Commission.
- Coordination des préparatifs et participation à la 37<sup>e</sup> Conférence générale de l'UNESCO.
- Renforcement continu des réseaux de l'UNESCO au Canada.
- Contribuer à la réussite de l'EuroMAB.
- Coorganiser le Symposium sur le patrimoine culturel immatériel de l'Alberta avec l'Alberta Museums Association.

# Annexes

## ANNEXE I

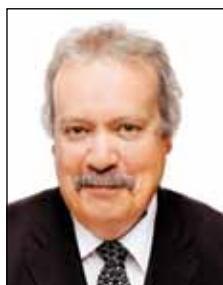
### COMITÉ EXÉCUTIF



Président  
**AXEL MEISEN**  
*Edmonton, Alberta*  
Président de Foresight (à la retraite), Alberta Innovates – Technology Futures



Vice-Présidente  
**CHRISTINA CAMERON**  
*Montréal, Québec*  
Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti à l'Université de Montréal



Secrétaire général  
**DAVID A. WALDEN**  
(avril à janvier)  
*Ottawa, Ontario*



Secrétaire générale  
**MYRIAM MONTRAT**  
(février à mars)  
*Ottawa, Ontario*

### PRÉSIDENTS ET PRÉSIDENTES DES COMMISSIONS SECTORIELLES



Éducation  
**ALAIN PÉLISSIER**  
*Montréal, Québec*  
Membre du Bureau exécutif de l'Internationale de l'éducation et de la Fondation Monique Fitzback, Centrale des syndicats du Québec



Sciences naturelles, Sociales et humaines  
**LOUISE VANDELAC**  
*Montréal, Québec*  
Directrice de l'Institut des sciences de l'environnement, professeur au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal



Culture, communication et information  
**RICHARD MACKINNON**  
*Sydney, Nouvelle-Écosse*  
Directeur du Centre for Cape Breton Studies et de la Chaire de recherche du Canada sur le patrimoine culturel immatériel à l'Université du Cape Breton

## MEMBRES



**AYMAN AL-YASSINI**  
*Montréal, Québec*  
Membre  
Commission de  
l'immigration  
et du statut  
de réfugié du  
Canada



**CAROL COUTURE**  
*Québec, Québec*  
Professeur  
honoraire  
École de bi-  
bliothéconomie  
et des sciences  
d'information  
Université de  
Montréal



**SARAH FOUNTAIN SMITH**  
*Ottawa, Ontario*  
Directrice  
générale –  
Bureau des  
institutions  
démocratiques,  
des droits de la  
personne et des  
organisations  
internatio-  
nales, Affaires  
étrangères et  
Commerce  
international



**ÉRIC THÉROUX**  
*Québec, Québec*  
Sous-ministre  
adjoint aux  
Politiques et  
Affaires fran-  
cophones et  
multilatérales,  
Gouvernement  
du Québec,  
ministère des  
Relations inter-  
nationales



**YVES GAGNON**  
*Moncton,  
Nouveau-  
Brunswick*  
Chaire  
K.C. Irving en  
développement  
durable,  
Université  
de Moncton



**SUSAN M. KNIGHT**  
*Saint John's,  
Terre-Neuve-  
et-Labrador,*  
Membre  
du conseil  
d'administration,  
Conseil des arts  
du Canada



**ANGIE OSACHOFF**  
*Surrey,  
Colombie-  
Britannique*  
Coordonnatrice  
régionale des  
programmes,  
Équitas



**ANDREW PARKIN**  
*Toronto,  
Ontario*  
Directeur  
général,  
Conseil des  
ministres de  
l'Éducation du  
(Canada)



**GORDON PLATT**  
*Gatineau,  
Québec*  
Directeur  
principal,  
Patrimoine  
stratégique, et  
Affaires inter-  
nationales et  
intergouverne-  
mentales,  
Patrimoine  
canadien.



**ROBERT SIRMAN**  
*Ottawa,  
Ontario*  
Directeur  
et chef de la  
direction,  
Conseil des  
arts du Canada



Ancienne présidente  
**MICHÈLE STANTON-JEAN**  
*Montréal, Québec et  
Paris, France*  
Représentante  
du gouvernement  
du Québec,  
Délégation  
permanente du  
Canada à UNESCO

## ANNEXE II

### SECRETARIAT

**David A. Walden** (avril à janvier)  
Secrétaire général

**Myriam Montrat** (février à mars)  
Secrétaire générale

**Katherine Berg**  
Conseillère spéciale auprès du  
secrétaire général

**Angèle Cyr**  
Chargée des Affaires publiques

**Alexis Philiptchenko**  
(intérimaire, avril à août)

**Michelle Roy**  
(septembre à novembre)

**Nancy Cornforth**  
(février à mars)  
Coordonnatrice administrative et  
adjoindue du secrétaire général

### CHARGÉS DE PROGRAMME

Éducation  
**Elisabeth Barot**

Sciences naturelles  
**Dominique Potvin**

Sciences sociales et humaines  
**Cynthia Lacasse**

Culture et patrimoine mondial  
**Mathias Bizimana**

Communication et information  
**Pauline Dugré**

Jeunesse et coordonnatrice  
nationale, réseau des écoles  
associées de l'UNESCO (réSEAU)  
**Marie-Christine Lecompte**

### ADJOINTES DE PROGRAMME

Éducation  
**Lynne Nezan** (avril à juin)  
**Joëlle Tremblay** (octobre à mars)

Sciences naturelles, Sociales et  
humaines  
**Danielle Racine**

Culture, Communication et  
information  
**Marie-Tonine Moreau**

Finances et administration  
**Alexis Philiptchenko**



## ANNEXE III

### MEMBRES HONORAIRES

Anciens ambassadeurs du Canada  
auprès de l'UNESCO  
**Yvon Charbonneau**, *Montréal, Québec*  
**Ian Christie Clark**, *Ottawa, Ontario*  
**Jacques Demers**, *Montréal, Québec*  
**Louis Hamel**, *Gatineau, Québec*  
**Gilbert Laurin**, *Vancouver,  
Colombie-Britannique*

Anciens présidents et présidentes de  
la Commission  
**Michel Agnaïeff**, *Montréal, Québec*  
**Guy Bourgeault**, *Duvernay, Québec*  
**Roseann O'Reilly Runte**,  
*Ottawa, Ontario*  
**Max Wyman**, *Lions Bay,  
Colombie-Britannique*

Ancien secrétaire général et anciennes  
secrétaires générales de la Commission  
**Francine Fournier**, *Montréal, Québec*  
**Viviane Launay**, *Outremont, Québec*  
**Louis Patenaude**, *Montréal, Québec*

Canadiens et Canadiennes ayant  
contribué de façon significative aux  
travaux de l'UNESCO  
**Marshall Wm. Conley**,  
*Halifax, Nouvelle-Écosse*  
**Paul Gérin-Lajoie**, *Montréal, Québec*  
**Albert Millaire**, *Montréal, Québec*  
**Kim Phuc**, *Ajax, Ontario*  
**Sénateur Douglas Roche**,  
*Edmonton, Alberta*  
**Swee-HinToh**, *Costa Rica*

Conformément à l'article 3.2.3 des Statuts et Règlements de la Commission canadienne pour l'UNESCO, les membres honoraires sont des « personnes dont le Comité exécutif reconnaît la contribution exceptionnelle et l'attachement exemplaire aux idéaux et aux objectifs de l'UNESCO ». Les membres honoraires sont nommés à vie.

## ANNEXE IV

### CHAIRES UNESCO AU CANADA

ORBICOM – Réseau international des Chaires UNESCO en communication

**Yves Théorêt**

*Université du Québec à Montréal, Québec*

Chaire UNESCO—en communication et développement international

**Magda Fusaro**

*Université du Québec à Montréal, Québec*

Chaire UNESCO en patrimoine culturel

**Claude Dubé**

*Université Laval, Québec*

Chaire UNESCO en changements environnementaux à l'échelle du globe

**Yves Prairie**

*Université du Québec à Montréal, Québec*

Chaire UNESCO d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique

**Josiane Boulad-Ayoub**

*Université du Québec à Montréal, Québec*

Chaire UNESCO en réorientation de la formation des enseignants vers le développement durable

**Charles Hopkins**

*Université York, Toronto, Ontario*

Chaire UNESCO en paysage et environnement

**Philippe Poullaouec-Gonidec**

*Université de Montréal, Québec*

Chaire UNESCO des Arts et de l'Apprentissage

**Larry O'Farrell**

*Université Queen, Kingston, Ontario*

Chaire UNESCO sur l'éducation, la garde et le développement de la petite enfance

**Alan Pence**

*Université de Victoria, Colombie-Britannique*

Chaire UNESCO de développement curriculaire

**Philippe Jonnaert**

*Université du Québec à Montréal, Québec*

Chaire UNESCO en analyse intégrée des systèmes marins

**Jean-Claude Brêthes**

*Université du Québec à Rimouski, Québec*

Chaire UNESCO/  
en ressources éducatives libres

**Rory McGreal**

*Université d'Athabasca, Alberta*

Chaire UNESCO de recherche appliquée pour l'éducation en prison

**Jean-Pierre Miron**

*Collège Marie-Victorin, Montréal, Québec*

Chaire UNESCO en management culturel

**François Colbert**

*HEC de Montréal, Québec*

Chaire UNESCO sur la recherche communautaire et la responsabilité sociale de l'enseignement supérieur

**Budd Hall**

*Université de Victoria, Colombie-Britannique*

## ANNEXE V

### RÉSERVES DE BIOSPHÈRE DE L'UNESCO AU CANADA

**Nouvelle-Écosse**

Sud-ouest de la Nouvelle-Écosse  
Lac Bras d'Or

**Nouveau-Brunswick**

Fundy

**Québec**

Charlevoix

Lac Saint-Pierre

Manicouagan-Uapishka

Mont-Saint-Hilaire

**Ontario**

Arche de Frontenac

Littoral de la baie Georgienne

Pointe Long

Escarpeement du Niagara

**Manitoba**

Mont-Riding

**Saskatchewan**

Lac Redberry

**Alberta**

Waterton

**Colombie-Britannique**

Clayoquot Sound

Mont Arrowsmith



## ANNEXE VI

### SITES DU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO AU CANADA

#### **Terre-Neuve-et-Labrador**

Lieu historique national de L'Anse aux Meadows  
Parc national Gros-Morne

#### **Nouvelle-Écosse**

Vieux Lunenburg  
Falaises fossilifères de Joggins  
Paysage de Grand-Pré

#### **Québec**

Arrondissement historique du Vieux-Québec  
Parc national Miguasha

#### **Ontario**

Canal Rideau

#### **Alberta**

Parc provincial Dinosaur  
Précipice à bisons Head-Smashed-In  
Parc national de la paix Waterton-Glacier  
Parc national Wood Buffalo (Alberta et Territoires du Nord-Ouest)  
Parcs des montagnes Rocheuses canadiennes (Alberta et Colombie-Britannique)

#### **Colombie-Britannique**

SGang Gwaay (Anthony Island)  
Parcs nationaux Kluane / Wrangell-St. Elias / Glacier Bay / Tatshenshini-Alsek (Yukon et Colombie-Britannique)

#### **Territoires du Nord-Ouest**

Parc national Nahanni  
Parc national Wood Buffalo (Alberta et Territoires du Nord-Ouest)

#### **Yukon**

Parcs nationaux Kluane / Wrangell-St. Elias / Glacier Bay / Tatshenshini-Alsek (Yukon et Colombie-Britannique)

## ANNEXE VII

### LISTE DES MUNICIPALITÉS SIGNATAIRES AYANT ADHÉRÉ À LA COALITION CANADIENNE DES MUNICIPALITÉS CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION

(au 31 mars 2013)

#### **Nouvelle-Écosse**

County of Kings  
New Glasgow  
Halifax  
Kentville  
Truro

#### **Nouveau-**

#### **Brunswick**

Saint John

#### **Île-du-**

#### **Prince-Édouard**

Stratford

#### **Québec**

Gatineau  
Montréal  
Québec  
Saguenay  
Saint-Justin  
Sherbrooke

#### **Ontario**

Aurora  
Caledon  
Georgina  
Hamilton  
Kingston  
London  
Markham  
Newmarket  
Oakville  
Oshawa  
Ottawa  
Peel  
Richmond Hill  
Sudbury  
Tecumseh  
Thunder Bay  
Toronto  
Vaughan  
Windsor

#### **Manitoba**

Winnipeg

#### **Saskatchewan**

Moose Jaw  
Prince Albert  
Saskatoon

#### **Alberta**

Brooks  
Calgary  
Devon  
Drayton Valley  
Edmonton  
Fort Macleod  
Grande Prairie  
Innisfail  
Lethbridge  
Provost  
St. Albert  
Wetaskiwin  
Wood Buffalo, incluant  
Fort McMurray

#### **Colombie-**

#### **Britannique**

Burnaby  
Prince George  
Vancouver  
Victoria  
Lions Bay  
Williams Lake

#### **Yukon**

Whitehorse